

Constance 1914-2014

ifor

**International
Fellowship of
Reconciliation**

100 ans pour la nonviolence

**Gemeinsam für
Gewaltfreiheit und Versöhnung
ensemble pour
la nonviolence et la réconciliation**

ifor-mir.ch



En guise de préambule

Quatre horizons, quatre promesses pour l'avenir du MIR:

- 1) Interpeller les Églises officielles et l'ensemble des communautés religieuses et spirituelles, afin qu'elles mettent en pratique l'injonction de l'amour de tous les humains. Trésor d'humanité qu'elles possèdent mais qu'elles délaissent, préférant suivre les sirènes du pouvoir et des forces de haine qui lui sont liées.
- 2) Exercer la vigilance vis-à-vis de soi-même, afin de tenir un discours qui reste crédible. Constitué d'hommes et de femmes enclins à la violence naturelle, le MIR est toujours prêt à céder aux dissensions et aux exclusions... Cet horizon à usage interne est la promesse d'une cohérence essentielle entre le dire et le faire, entre l'annonce et la réalisation.
- 3) Rassembler les forces de paix. La vocation historique du MIR ne peut se réaliser sans une promesse de mise en commun des forces qui militent dans la même direction.

Notre dispersion et nos intérêts parfois divergents nous rendent faibles, invisibles et sans voix. Pour résister à la culture dominante de la violence, la culture de paix et de nonviolence a besoin d'hommes et de femmes prêts à unir leur force pour opposer un front commun à la barbarie toujours prête à se déclencher.

4) Traduire en actes efficaces et en paroles pertinentes ce que promet l'urgente nécessité de la réconciliation.

Se rendre compétent pour suivre les pistes ouvertes: traitement du passé entre populations qui se sont entre-tuées, chemin de guérison pour les victimes traumatisées par des années de guerre; épreuve de vérité, de justice et de pardon pour ceux et celles qui se sont haïs - et qui pourtant doivent vivre ensemble...

*Georges Kobi, coprésident du MIR Suisse
Juillet 2014*

Le MIR ?

Le Mouvement international de la réconciliation (MIR) a été créé en 1914 en réponse aux horreurs de la guerre. Depuis, les membres du MIR se sont systématiquement engagés contre la guerre et sa préparation, contre la course aux armements. Au vu des besoins de guérison et de réconciliation dans le monde, les fondateurs et fondatrices du MIR ont élaboré une vision de l'humanité fondée sur la conviction que l'amour et la nonviolence active recèlent une force capable de transformer les structures injustes, qu'elles soient politiques, sociales et économiques. S'il doit ses origines aux milieux des Églises, le MIR est aujourd'hui un mouvement interreligieux et interculturel. Certains s'identifient avec une foi bien définie, d'autres agissent en-dehors des structures religieuses.

La Vision

Parce que le commandement d'amour du prochain est commun à tous les grands courants spirituels de l'humanité, le MIR accueille comme membre toute personne qui désire rechercher et promouvoir la paix et la réconciliation, la vérité et la justice dans toutes les dimensions de sa vie. Les membres du MIR s'engagent à la non-violence active, qui inclut la résistance à l'injustice, le respect de l'adversaire, l'acceptation des

différences et le dialogue. Ils sont convaincus que la nonviolence est un formidable moyen de transformation personnelle, sociale, économique, politique et, donc, une espérance pour le monde.

Les membres

Le MIR compte environ 80 regroupements de membres dans environ 50 pays. Très souvent leur engagement comprend, outre la nonviolence, la promotion des droits humains.

Le fonctionnement

Le MIR est une organisation de mouvements sociaux, c'est-à-dire un réseau de mouvements de non-violence active. Dans un certain sens le MIR fédère ses membres du monde entier. Le MIR lui-même est peu opérationnel et se contente actuellement de remplir, au nom de ses membres, sa fonction d'ONG auprès des Nations Unies: en effet, le MIR dispose de représentants auprès des institutions de l'ONU à New York, Genève, Vienne, Rome et Paris. Tous les quatre ans les délégué(e)s des branches du MIR du monde entier se rencontrent pour faire le point et fixer ensemble les priorités et projets communs.

Engagements spéciaux

Le MIR s'inquiète de la militarisation des sociétés qui va de pair avec la mondialisation économique néolibérale. Celle-ci, en effet, ne prend guère en considération les droits humains, l'égalité entre les sexes, la pauvreté et l'environnement. Elle est prête, au contraire, à sacrifier ces domaines importants sur l'autel de la croissance illimitée qui profite à une élite de plus en plus restreinte.

Jusqu'en 2012 le MIR a joué un rôle pionnier dans le domaine de l'égalité des sexes (des genres) à travers son programme de Femmes-Artisanes de paix (Women Peacemakers Program). Un grand nombre des membres du MIR travaille dans le domaine des droits humains; d'autres s'impliquent auprès des enfants soldats, dans les conflits sociaux (armés) et dans l'éducation des personnes économiquement faibles et des exclus.

Le Pacifisme

Officiellement la notion de «pacifisme» a été utilisée pour la première fois lors du 10^{ème} Congrès de paix à Glasgow en 1901. La notion - du substantif latin pax (paix) et du verbe facere (faire) - est apparue au milieu du 19^{ème} siècle au moment où des groupes de paix en Europe et aux USA ont commencé à s'organiser et à former un mouvement international de paix. C'est au français J. B. Richard de Radonvilliers qu'on doit ce néologisme auquel il a voulu donner la signification suivante: «Système de pacification, de paix; tout ce qui tend à établir, à maintenir la paix.» [1]. Ce mot nouveau ne fut pas bien reçu, car il ne remplaçait guère les termes «amis de la paix», «mouvement de paix», «fédéralistes» et «internationalistes». Ce n'est qu'en 1901 que le mot «pacifisme» s'imposa.

Dans un article du 15 août 1901 du journal L'Indépendance Belge, le notaire français et président de la «Ligue internationale de la Paix et de la Liberté», Émile Arnaud (1864-1921), soutint l'utilisation du mot argumentant ainsi: «Nous ne sommes pas seulement des «pacifiants», nous ne sommes pas seulement des «pacificateurs». Nous sommes le tout à la fois et autre chose encore: nous sommes, en un mot, des pacifistes». [2]

Quelques semaines plus tard le mot «pacifisme» fut utilisé officiellement lors du 10^{ème} Congrès de paix international à Glasgow, qui eut lieu du 10 au 13 septembre 1901. Le mot se prêtait parfaitement au mouvement de paix parce qu'il résumait tous les objectifs du mouvement de paix, qu'en outre celui-ci se retrouvait dans cette notion concise et forte. Comme, de plus, le mot pouvait être utilisé dans beaucoup de langues, cette appellation était idéale pour un mouvement international. [3]

Le mot ne s'est imposé que très lentement dans certaines langues, mais il s'est établi pour désigner le mouvement de paix dès avant la première guerre mondiale. Cependant, son contenu n'était pas univoque et le terme a connu bien des difficultés. Dans les années 30, maints efforts ont été entrepris pour n'utiliser le mot que pour désigner certains courants particulièrement radicaux du pacifisme et pour faire de l'attitude face à la violence le critère distinctif le plus important. [4]

Au début des années 80, au cours de la crise des euromissiles, la signification du mot «pacifisme» s'est élargie. Au cours des dernières années on a reproché au débat sur le pacifisme d'être biaisé parce qu'il recourt à une définition étroite du pacifisme. Ainsi trouve-t-on des distinctions entre des acceptions étroite, plutôt étroite et large. «Alors que la notion étroite du pacifisme exclut catégoriquement la violence, la notion plutôt étroite s'en distingue par un refus de l'utilisation de violence guerrière; la notion large, quant à elle, consiste à dépasser l'institution de la guerre». [5]

[1] J. B. Richard de Radonvilliers: *Enrichissement de la langue française; dictionnaire des mots nouveaux*, Paris 1845, S. 446.

[2] Émile Arnaud: *le Pacifisme*. In: *L'Indépendance Belge*, 15. August 1901.

[3] vgl. dazu: Karl Holl: *Pazifismus in Deutschland*, Frankfurt am Main 1988, p. 70.

[4] vgl. dazu: Karl Holl: *Pazifismus*. In: Otto Brunner (Hrsg.): *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Band 4, Stuttgart 1978, pp. 767-787, hier: p. 771.

[5] Stefan Grotefeld: *Pazifismus oder Pazifizismus?* In: Jean-Daniel Strub, Stefan Grotefeld: *Der gerechte Friede zwischen Pazifismus und gerechtem Krieg: Paradigmen der Friedensethik im Diskurs*. Stuttgart 2007, p. 102, Anmerkung 4



Le mouvement de paix international

Le mouvement de paix doit ses origines aux représentations chrétiennes de la nonviolence et de l'amour du prochain, aux conceptions d'un système de relations internationales rationnel remontant au siècle des Lumières (avec entre autres la notion de contrat), ainsi qu'aux idées de libre-échange économique au niveau mondial.

Les premières sociétés de paix étaient marquées au sceau du christianisme et se développèrent sous l'influence de William Penn et des Quakers, tout d'abord aux USA (New York Peace Society 1815/16) et en Grande-Bretagne (London Peace Society 1816). En 1821 la Société de la Morale Chrétienne fut fondée à Paris et en 1830 la Société de paix à Genève. En 1828 les Sociétés de paix des États-Unis d'Amérique fusionnèrent en une Société de paix américaine (American Peace Society).

Dès leurs débuts, les organisations de paix poussèrent à une coopération transnationale. Ainsi les premiers Congrès de paix se tinrent-ils au niveau européen, à Bruxelles en 1848, à Paris en 1849 et à Francfort en 1850. Le Congrès à Paris, en particulier, connut un grand retentissement public grâce au discours du célèbre écrivain Victor Hugo (1802-1885). Dans son discours celui-ci plaida avec flamme en faveur de la création d'États Unis d'Europe, lesquels auraient à cœur de faire régner, en coopération avec les États Unis d'Amérique, la paix au niveau mondial. Dans une déclaration commune, le Congrès de paix exigea que fussent établis des tribunaux d'arbitrage pour régler les conflits internationaux, que les puissances fussent convoquées en congrès pour sécuriser la paix et que le droit international fût fixé dans des conventions. On relève ici les deux éléments à partir desquels le mouvement de paix voulait atteindre ses objectifs: d'une part la judiciarisation de la gestion des conflits guerriers et, d'autre part, «l'humanisation» de la manière de faire la guerre. Certaines questions furent vivement discutées au sein du mouvement. Par exemple, comment éviter la guerre, ou, en cas de menace pour l'existence d'un État, celui-ci peut-il légitimement recourir à une guerre défensive? Ces disputes affaiblissaient le mouvement de paix. Empêcher une guerre en appelant le peuple à une grève générale ne venait à l'idée de personne, à l'exception de quelques rares anarchistes.

En dépit des disputes intestines, la stratégie du mouvement de paix porta ses fruits, même si les succès n'étaient pas dus uniquement à ses efforts, ni ne correspondaient tout à fait à ses attentes. Il faut citer ici le traité international entre les USA et la Suisse, en 1891, dans lequel les deux états s'engagèrent à renoncer à tout conflit guerrier et à résoudre tous leurs conflits devant un tribunal d'arbitrage. Un autre succès de la Conférence de paix de La Haye est l'installation, en 1899, d'un tribunal d'arbitrage permanent et l'adoption

du règlement de La Haye sur «l'humanisation» de la manière de mener la guerre. Ce règlement fut ensuite développé lors de la deuxième Conférence de paix de La Haye en 1907: cet accord contenait, en particulier, le traitement de la population civile et des prisonniers de guerre et stipulait dans Sources circonstances la violence en temps de guerre était interdite. Les conventions de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ainsi que des accords ultérieurs, signés et ratifiés à l'époque par 43 états, constituent jusqu'à aujourd'hui une partie importante du droit international.

Le Congrès mondial de paix en 1889, à Paris, avait réuni 310 participants d'Europe et d'Amérique du Nord. Il marqua le début d'une longue série de Congrès de paix, qui allaient se succéder presque annuellement jusqu'en 1939.

En 1889 des parlementaires pacifistes fondèrent une Union interparlementaire pour un arbitrage international dont le siège était à Genève. Bientôt cette Union allait élargir ses compétences et y inclure la sécurisation de la paix et, dès 1905, elle s'appellerait simplement Union interparlementaire. En 1892, à la suite d'une initiative du Congrès mondial de paix de Rome, en 1891, fut instauré le Bureau international de paix. Son siège était à Berne et sa tâche principale consistait à coordonner les activités pacifistes. En 1892, enfin, fut créée la Société de paix allemande. En 1895 se créa la Société de paix suisse, qui était «le plus grand mouvement de paix national de l'époque». Tous ces efforts pacifistes doivent être vus dans le contexte de la globalisation des conflits - ne serait-ce qu'à cause de la politique coloniale des grandes puissances - et comme réaction à cette évolution.

Ce n'était toutefois pas tant la masse de ses membres qui faisait vivre le mouvement de paix que quelques-unes de ses personnalités. Il est juste de nommer ici tous ceux et toutes celles à qui le Prix Nobel de la paix fut décerné. Ce Prix avait été fondé par l'ingénieur suédois Alfred Nobel (1833-1896) après qu'il eut reconnu que la dynamite qu'il avait inventée n'était nullement le moyen de destruction dissuasif grâce auquel on éviterait la guerre et pour lequel il l'avait pris.

Le durcissement de la situation internationale après le tournant du siècle conduisit au rapprochement du mouvement de paix conservateur et du mouvement ouvrier socialiste. Les Congrès de paix de Lucerne en 1905 et celui de Milan en 1906 reconnurent les initiatives de paix des socialistes et décidèrent d'examiner les possibilités d'une coopération. La manifestation publique du Congrès de paix de Bâle dans la cathédrale fut considérée comme le signe d'un rapprochement des deux mouvements. Il y avait aussi parmi les pacifistes ceux qui sympathisaient avec les idées communistes ou avec l'anarchisme. Jusqu'à la première guerre mondiale les contacts et une coopération épisodique

n'avaient pas suffi à dépasser la méfiance entre les pacifistes et le mouvement ouvrier, ni à établir une stratégie commune pour éviter la guerre. La plupart des organisations pacifistes ne surent pas davantage abandonner leur style d'amicale de notables, ni aller au-delà des revendications d'intérêt national pour prendre en considération les tensions internationales croissantes. Dans divers pays se développa une sorte de «pacifisme patriotique». C'est ainsi que l'internationale des pacifistes se trouva soumise à rude épreuve - comme l'avait été l'internationale des socialistes.

Source:

Haumann, Heiko: *Zur Geschichte der internationalen Friedensbewegung*, in: Degen, Bernard; Haumann, Heiko; Mäder, Ueli; Mayoraz et. al. (Éditeurs.): *Gegen den Krieg. Der Basler Friedenskongress 1912 und seine Aktualität. Beiträge zur Basler Geschichte*, Basel 1912.



Source: *Gegen den Krieg. Der Basler Friedenskongress 1912 und seine Aktualität*. Christoph Merian Verlag, Basel, 2012

Le Congrès de paix de Bâle 1912

Le Congrès de paix de Bâle - un point culminant du travail de la Deuxième Internationale et un événement international de grande ampleur dans l'histoire de la ville de Bâle.

Avec les guerres balkaniques de 1912/13 en arrière-plan et face à la peur grandissante d'un conflit guerrier entre les grandes puissances en Europe, les socialistes de 23 pays se réunirent pour un Congrès socialiste ext-

raordinaire à Bâle en novembre 1912. Ils démontrèrent ensemble et publiquement leur volonté de préserver la paix et d'empêcher par tous les moyens la guerre qui menaçait.

Le nombre des participants était impressionnant - ils étaient plus de 555 délégués. La résonance de cet événement perçu bien au-delà de la ville de Bâle était tout aussi remarquable. L'habile mise en scène du Congrès, la marche de paix à travers le centre de Bâle, les allocutions de représentants célèbres du socialisme européen comme Hugo Haase (1863-1919), James Keir Hardie (1856-1915), Janko Sakasow (1860-1941), Ignacy Daszyński (1866-1936), Jean Jaurès (1859-1914), Victor Adler (1852-1918) au cours d'une manifestation publique dans la cathédrale et l'adoption du Manifeste de paix de Bâle marquèrent l'Europe tout entière.

Le thème du Congrès de paix était la prévention de la guerre. L'Internationale avait su ainsi se donner un objectif d'une actualité brûlante, qui contraignit les partis socialistes à coopérer sérieusement au niveau international. Grâce à des manifestations contre la guerre organisées au niveau international, le thème de la paix put toucher des cercles plus larges du mouvement socialiste. Si, à Bâle même, les socialistes européens se présentèrent comme un mouvement de paix unanime, les tensions y étaient, en réalité, vives. Le Congrès de paix de Bâle marqua un point culminant de la Deuxième Internationale, qui avec le début de la première guerre mondiale, deux années plus tard, allait s'effondrer.

Toutefois le Congrès de paix de Bâle de 1912 n'était pas seulement un événement éminent dans l'histoire de l'Internationale, il était aussi un événement international dans l'histoire bâloise, comme l'avaient été le Concile de Bâle de 1431 à 1448, la Paix de Bâle en 1795 et le Congrès sioniste de 1897. La ville de Bâle avait été choisie comme ville de congrès à bon escient: c'est là qu'en 1869 avait eu lieu le quatrième congrès de la Première Internationale. Grâce à l'essor du mouvement ouvrier bâlois dès le tournant du siècle, les sociaux-démocrates constituaient la plus grande fraction au Grand Conseil et siégeaient au sein du gouvernement. La neutralité de la Suisse avait, elle aussi, joué en faveur de Bâle comme lieu de la Conférence.

Pendant le Congrès de paix, Bâle fut propulsée deux jours durant sur le devant de la scène mondiale. Les représentants les plus importants du mouvement socialiste de presque tous les états européens s'y réunirent. Le monde entier fut informé sur la marche de paix de Bâle, le 24 novembre 1912, à laSource participèrent plus de 10.000 personnes de Suisse et des pays voisins. L'écho atteignit non seulement les cercles socialistes, mais aussi le camp conservateur.

Source: Degen, Bernard; Haumann, Heiko; Mäder, Ueli; Mayoraz et. a. (Hgg.): *Gegen den Krieg. Der Basler Friedenskongress 1912 und seine Aktualität. Beiträge zur Basler Geschichte*, Basel 1912.



Leonhard Ragaz Impressions du Congrès international de paix à Bâle (1912)

«Je suis reconnaissant d'avoir pu assister à ce Congrès qui pour moi a été l'événement public le plus marquant et le plus profond qu'il m'ait été donné de vivre. Je suis convaincu qu'il aura une grande portée, même si le succès immédiat s'avérait petit. Il a été un signal que beaucoup percevront, qui en scandalisera beaucoup d'autres, qui transformera les vues de beaucoup d'autres encore. Cet événement est grand non pour les discours qu'on y a tenus, les décisions qu'on y a prises, les personnes qui y ont agi, mais pour la force qui est derrière tout cela.»

Source:

Ragaz, Leonhard: *Friede auf Erden - Eindrücke vom Friedenskongress der Internationale in Basel*, in: ders.: *Eingriffe ins Zeitgeschehen. Reich Gottes und Politik. Texte von 1900-1945*, herausgegeben von Ruedi Brassel und Willy Spieler, Luzern: Genossenschaft Edition Exodus 1995, pp. 175-183, ici: p. 182.

Extrait du manifeste du Congrès de paix de Bâle

«En cas de menace de guerre, les classes ouvrières et leurs représentants parlementaires, soutenus en ceci par les activités du Bureau International, sont tenus de tout faire avec les moyens qui leur paraissent les plus efficaces pour éviter que la guerre n'éclate, sachant que ces moyens changent en fonction du durcissement de la situation politique générale.

Si néanmoins la guerre éclate, il est de leur devoir de s'engager pour sa cessation rapide et de chercher par tous les moyens à utiliser la crise économique et politique suscitée par la guerre pour réveiller le peuple et hâter l'abolition de la domination de la classe capitaliste.»

Source:

Degen, Bernard; Haumann, Heiko; Mäder, Ueli; Mayoraz et. a. (Hrsg.): *Gegen den Krieg. Der Basler Friedenskongress 1912 und seine Aktualität. Beiträge zur Basler Geschichte*, Basel 2012, p. 176.

L'émergence du Mouvement international de la réconciliation

Au tournant du siècle, la tension politique entre l'empire britannique et la politique coloniale du Reich allemand augmenta sensiblement. Pour éviter une guerre, il y eut en 1905 la création du Comité anglo-allemand de conciliation, due principalement à l'intervention des Quakers.

Ce comité, ainsi que le Comité britannique pour l'étude des institutions municipales, invitèrent en 1906 des maires de villes allemandes à assister à une conférence à Bournville, en Grande-Bretagne, une ville ver-

te fondée par l'industriel du cacao et du chocolat, le Quaker George Cadbury. Le but de cette conférence était de discuter des moyens de diminuer les tensions entre les deux pays et de détourner la menace de guerre.

En 1907/08, il y eut à Londres un Congrès universel pour la paix. Y participèrent, entre autres, 130 dirigeants des Églises allemandes. Une délégation de celles-ci fut reçue par le couple royal anglais. L'aumônier de la cour impériale à Berlin, Friedrich Siegmund-Schultze, voulut rendre l'invitation: il invita plus de cent délégués des Églises anglaises à se rendre à Berlin où ils furent salués par l'empereur allemand à Potsdam. En février 1911 il y eut la création de l'Union des autorités ecclésiastiques pour des relations pacifiques, initiative due à des délégués du Comité ecclésiastique allemand dirigé par le professeur de théologie Adolf Harnack. Malgré ces efforts supranationaux des milieux chrétiens pour écarter le conflit guerrier, les tensions entre l'Angleterre et l'Allemagne menaçaient la paix. Dans ce contexte de menace de guerre, Allen Baker et Friedrich Siegmund-Schultze entreprirent en 1913 un voyage aux USA pour y faire la promotion de la paix dans les milieux religieux. C'est là qu'avec Frederick Lynch, le secrétaire de l'Union des Églises de Paix des USA (USA Church Peace Union), ils décidèrent de tenir une conférence pour la paix en août 1914 à Constance. De retour en Europe ils se mirent au travail et préparèrent cette conférence. Cent cinquante dirigeants ecclésiastiques furent invités.

Source:

Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR)*, Schweizerischer Versöhnungsbund 1981, p. 9-12.

Première Conférence internationale des Églises pour la paix et l'amitié à Constance en 1914

■ L'histoire qui l'a précédée

Bien avant la Conférence en 1914 à Constance, des représentants des Églises aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne s'étaient vivement intéressés aux thèmes de la paix et de l'amitié internationale. À la suite de la deuxième Conférence de paix de La Haie (1907), le Quaker et parlementaire anglais J. Allen Baker (1852-1918) et son ami allemand Eduard de Neufville (1857-1935) de Francfort-sur-le-Main s'étaient entretenus de la possibilité de gagner les Églises de Grande-Bretagne et d'Allemagne pour un engagement en faveur de relations internationales amicales. Après la visite d'une délégation de 133 personnes des Églises d'Allemagne (du 26.5. au 3.6.1908) suivie d'une visite de 110 représentants de l'Église de Grande-Bretagne et l'Irlande (du 7.6. au 20.6.1909), des comités permanents furent fondés en 1910 dont

le but était d'entretenir les relations amicales entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Ces comités cherchèrent à promouvoir l'idée que ces pays pouvaient vivre ensemble en toute amitié. Pour J. Allen Baker ces efforts bilatéraux n'étaient qu'un début. Il envisageait la convocation d'une « (...) première conférence des Églises chrétiennes, qui traiterait de la paix internationale (...)» [1], écrivit-il en 1908.

Le thème de la paix était à l'ordre du jour non seulement dans les pays d'Europe cités ci-dessus mais également au Conseil fédéral des Églises et lors des célèbres conférences annuelles au bord du Lac Mohonk (USA). C'est là qu'en 1911, au nom du comité anglais, J. Allen Baker, le Doyen de Worcester W. Moore Ede et le Baptiste John Clifford, ainsi que Friedrich Siegmund-Schulze (1885-1969), en tant que secrétaire du comité allemand, parlèrent de leurs efforts communs. Les représentants des Églises américaines firent la déclaration suivante:

« 1. Le devoir de réconciliation et de paix entre les nations est d'une telle importance éthique et religieuse qu'il incombe prioritairement à chaque Eglise;

2. Les Eglises américaines devraient prendre la responsabilité de la mise en œuvre de la paix internationale 1) parce que la géographie les éloigne des antipathies héréditaires qui séparent les peuples d'Europe, et 2) que leurs communautés reflètent ces nationalités qui, en cas de guerre, se voient contraintes à s'anéantir réciproquement.» [2]

De même que l'industriel américain Andrew Carnegie (1835-1919), qui avait fondé l'Union de l'Église de paix pour « (...) montrer aux hommes une manière de vivre ensemble en paix grâce à des arbitrages lors de conflits internationaux (...)» [3], les Églises américaines souhaitaient convoquer une « (...) conférence mondiale de représentants de toutes les Églises des diverses nations (...)» [4]. Il y avait eu, au préalable, des tentatives d'Églises et de groupes chrétiens, mais ces efforts en vue de la paix étaient restés isolés. Dans ce contexte, l'« Appel aux Églises chrétiennes d'Europe » lancé par la Conférence de l'Église réformée suisse en janvier 1914 fit sensation.

Après une introduction sur la situation dangereuse « (...) dans cette Europe armée jusqu'aux dents (...) », cet appel invitait à un « Congrès des représentants officiels des Églises d'Europe » pour « (...) examiner ce que les Églises peuvent faire pour promouvoir l'esprit de justice et de paix parmi les peuples et entre les peuples de manière à diminuer les dangers de guerre. (...)» [5]

L'intention des Américains de ne réunir d'abord qu'une conférence des trois groupes existant en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux États-Unis était ainsi prise de vitesse. Ils se demandaient sérieusement si une conférence aussi ambitieuse allait pouvoir être préparée en si peu de temps.

■ Les préparatifs

Les entretiens préliminaires à cette conférence de paix eurent lieu les 8 et 9 mai 1914 dans la maison de J. Allen Baker à Londres. Les représentants des Églises protestantes anglaises, allemandes et suisses se mirent d'accord « (...) qu'il serait souhaitable de gagner la coopération des Églises du monde pour un mouvement qui allait promouvoir les relations amicales entre les différentes nations ». On était d'avis, également, « (...) que les méthodes qui devaient permettre d'y aboutir devraient être soigneusement prises en considération par les représentants des différentes Églises et nations.» [6]

Les préparations d'une Conférence internationale des Églises pour la paix purent commencer lorsque le projet de la Conférence de l'Église réformée suisse fut abandonné; que l'Union de paix de l'Église américaine en eut assuré le financement suite aux visites de J. Allen Baker et de Willoughby Dickinson, parlementaire et secrétaire du comité britannique; qu'en France et en Belgique la participation fut chose décidée; et qu'enfin la planification d'une conférence de l'Église catholique-romaine se fut concrétisée à Liège.

Au départ le groupe de préparation - composé des deux représentants britanniques, W. Dickinson et J.A. Baker, du représentant allemand et autrichien, F. Siegmund-Schultze, et du secrétaire de l'Union de paix de l'Église, F. Lynch, - avait envisagé Berne et Zurich pour la conférence. Ce fut finalement Constance qui fut choisie « (...) parce que les secrétaires des comités allemand et britannique pensaient que la tenue d'une telle conférence dans leur pays serait un geste particulièrement amical de la part des Allemands; que par ailleurs cet événement retiendrait l'attention de la presse allemande qui généralement n'informait guère sur les rencontres de paix.» [7]

Les invitations furent envoyées au cours du mois de mai 1914. Pour l'Europe les « invitations furent envoyées à titre personnel et non aux Églises les priant d'envoyer des délégués (...) » [8] comme ce fut le cas pour les invitations aux participants américains qui étaient tous des délégués officiels du Conseil fédéral des Églises en Amérique.

La raison de l'invitation personnelle était due au fait que l'Église ne traitait de la paix que de manière très réticente et plutôt négative: en règle générale la question de la paix n'était guère traitée. Le Consistoire supérieur de l'Église protestante de Karlsruhe avait répondu de manière tout aussi négative que le Comité de l'Église protestante d'Allemagne et les Églises d'autres régions d'Allemagne à l'Appel aux « Églises chrétiennes d'Europe » de la Conférence de l'Église suisse. Pour avoir une idée de l'état d'esprit dans l'opinion publique et dans les Églises en Allemagne ainsi que sur le continent européen quant à la thématique de la paix, il est révélateur que ni la préparation, ni la tenue de la



Conférence ne furent spécialement remarquées dans l'Église du pays de Bade - où se situe Constance. La friolité et l'attitude souvent hostile de l'Église à l'égard du problème de la paix firent que les informations sur la conférence furent à peu près inexistantes dans la presse - du moins en Allemagne. Comme, par ailleurs, quelques personnalités de diverses Églises devaient se retrouver pour des négociations informelles lors de cette Conférence à Constance, la presse ne devait pas être invitée. Celle-ci ne recevrait finalement que «(...) ce que l'assemblée lui destinerait» [9].

Les préparatifs allaient bon train - on attendait 153 participants - et les attentes de la part des organisateurs comme de celle des participants étaient élevées. C'est ainsi que dans l'édition du 15 juillet 1914 du journal *The Christian Commonwealth* on pouvait lire: «La Conférence devrait être une des démonstrations les plus impressionnantes de fraternité internationale jamais vues; et elle devrait mettre en branle dans les Églises une activité qui ne doit plus cesser jusqu'au triomphe international de la paix.» [10] La conférence put avoir lieu grâce aux travaux préparatoires, même si Friedrich Siegmund-Schultze devait constater dès mi-juillet 1914 «(...) que la situation difficile de l'Europe nuit à notre congrès de paix à Constance.» [11]

■ La Conférence

La Conférence eut lieu dans une situation extraordinairement belliqueuse: la guerre entre l'Allemagne, la Russie et la France semblait imminente. Malgré les difficultés du voyage, plus de 80 des 153 délégués arrivèrent à Constance. À cause de l'arrivée tardive de nombreux membres du Comité temporaire international, celui-ci siégea à 22.30 heures, le 1er août 1914, sous la présidence de J. Allen Baker. Tout d'abord il fallut décider si la Conférence devait se tenir ou s'il fallait partir au plus vite en Angleterre avant la fermeture complète des frontières par l'Allemagne et la France et la réquisition de tous les trains pour la mobilisation des troupes. Les participants à la Conférence se mirent d'accord que, compte tenu des informations sur la situation politique, la Conférence devait avoir lieu. Le lendemain, à 10.30 heures, les participants se réunirent pour la première fois pour une réunion de prière dans l'Hôtel de l'Île. Cet hôtel qui se situe sur une petite île du Lac de Constance, avait été un couvent dominicain dans lequel le célèbre réformateur tchèque Jan Hus avait été incarcéré en 1414. Pendant le Concile de Constance de nombreuses délibérations s'étaient tenues dans la salle du premier étage. Exactement 500 ans plus tard se tenait ici un deuxième Concile de Constance, pour préparer et organiser le rôle des Églises chrétiennes dans la lutte pour la justice et la paix.» [12] L'atmosphère devenait de plus en plus lourde et «(...) le fardeau d'un monde qui était sur le point d'être précipité dans le feu du purgatoire pesait

sur nous. Chacun savait que ce dimanche le sort de l'Europe, de la civilisation, peut-être même de la chrétienté se décidait.» [13]

J. Allen Baker ouvrit la Conférence et parla d'abord des efforts des Églises anglaises et allemandes pour créer des liens d'amitié entre les deux peuples. Il dit aux personnes présentes: «Je crois que vous serez d'accord avec moi que nous nous trouvons dans une des pires crises de ce siècle. Un des nuages les plus sombres depuis des générations plonge la chrétienté dans l'obscurité. Pourtant notre attitude devrait être celle de nombreux pays et nations: nous devons prier de toute notre force pour qu'en cette onzième heure, le sombre nuage n'explose pas et que les éclairs et coups de tonnerre soient arrêtés.» [14]

Suivirent quelques lectures (Daniel 9,3-9; Jean 13,31-35) et courtes allocutions avant la prière commune. «Dehors, des Allemands, des Français et des Anglais se préparaient au combat. Ici des Allemands, des Français et des Anglais priaient ensemble à genoux. Dehors, des hommes appelaient le sang de leurs vœux. Ici des hommes de 12 nations priaient pour que l'amour réciproque grandisse. Dehors des Allemands, des Français et des Anglais se jetaient des mots de haine et de vengeance. Ici, ils renouvelaient leur engagement pour la fraternité dans le Royaume de bonne volonté.» [15]

(Prière des participants lors de la Conférence internationale des Églises pour la paix et l'amitié à Constance, 1914)

La rencontre se termina finalement par l'adoption unanime d'un télégramme, préparé d'avance, aux chefs des États et des gouvernements d'Europe ainsi qu'au président des États-Unis. On y lit ceci: «Une Conférence de membres d'Églises chrétiennes de 12 pays et de 30 confessions se réunit pour promouvoir les relations amicales entre les nations. Cette Conférence prie solennellement les gouvernants chrétiens d'éviter la guerre entre des millions d'hommes que l'amitié et les intérêts communs ont sans cesse rapprochés. La Conférence demande que la civilisation chrétienne soit préservée de la catastrophe et que la force de l'esprit chrétien prévaille dans les affaires humaines.» [16]

Après lecture d'une lettre de l'archevêque de Canterbury et chef de l'Église anglicane, Randall Cantuar, dans la Source il assurait que ses pensées et prières accompagnaient la Conférence de Constance, les personnes assemblées attendirent le rapport sur la situation pour décider de la suite de la Conférence: rester à Constance ou partir pour la poursuivre en Angleterre. La réunion du soir, dont le but était de régler des tâches d'ordre pratique, commença par un culte. Le presbytérien américain William Merrill, responsable de cette partie de la soirée, ouvrit la rencontre par ces mots: «Je sais qu'un temps fort de la rencontre ce matin a été la découverte que si ce mouvement a quelque chance de

réussir vraiment et durablement, il doit être spirituel... Je crois que l'expérience faite ici et le résultat que nous en rapporterons dans nos régions et lieux de travail est la chose la plus importante de cette conférence.» [17]

Puis les participants se réunirent à nouveau pour prier. Ils dirent leur gratitude pour l'inspiration suscitée par cette rencontre et soulignèrent la nécessité d'intégrer l'idée de paix dans la vie et la pensée quotidiennes. Après avoir appris que les autorités allemandes ne garantiraient un retour en toute sécurité jusqu'à la frontière qu'à condition que les participants partent dès le lendemain, il fut décidé de quitter Constance en train express dès lundi matin à 9 heures. Au vu du temps qu'il leur restait, les participants préparèrent des motions. Ils voulurent aussi discuter de l'organisation d'un mouvement mondial. C'est dans ce contexte que les motions suivantes furent proposées puis adoptées à l'unanimité, tard dans la nuit:

«1. Dans la mesure où l'œuvre de réconciliation et la promotion de l'amitié sont un devoir chrétien essentiel, il est recommandé aux Églises de tous les pays de créer des relations amicales entre les peuples et de susciter la confiance réciproque (...).

2. Comme toutes les Églises chrétiennes sont pareillement intéressées au maintien de la paix et à la promotion des bonnes relations entre les races du monde, il leur est recommandé de s'associer entre elles pour mettre en œuvre ensemble la présente résolution.

3. Pour permettre aux diverses Églises de se rapprocher, il faudrait créer dans chaque pays des comités à caractère confessionnel ou interconfessionnel (selon les conditions sur place) dont le but est de convaincre les Églises de participer aux efforts communs, de promouvoir l'amitié internationale et d'écartier le danger de guerre. À cette fin un bureau central doit être installé pour permettre la coordination entre les comités, pour rassembler et transmettre les informations et pour rendre le travail lié à ce mouvement plus homogène et harmonieux.

4. La mise en œuvre des décisions prises lors de la Conférence est du ressort d'un comité formé de membres qui sont habilités à nommer d'autres membres; ce comité devra convoquer une nouvelle conférence pour y rapporter les résultats de son travail et proposer d'autres actions.» [18] (lors de la discussion de cette motion, l'élection de femmes fut explicitement recommandée)

Après adoption de ces quatre motions, il fut décidé de reporter la Conférence. Le lendemain les participants quittèrent Constance et rejoignirent Londres au milieu de la mobilisation et du branle-bas du début de la guerre. C'est donc à Londres que se retrouvèrent les participants, surtout des Américains et des Anglais, le 5 août 1914, à 16 heures, à l'hôtel Westminster Palace. Au vu du déclenchement de la guerre, les participants

à la Conférence furent reconnaissants que la Conférence ait pu avoir lieu à Constance et que, selon les mots de l'Américain F. Lynch, «(...) les gens d'Églises du monde entier ne se soient pas sauvés, mais qu'au moment où la menace de guerre planait sur l'Europe et que des millions parlaient de guerre, ils se soient réunis à Constance pour parler de paix.» [19]

■ Les leçons apprises

À la fin de la Conférence les organisateurs étaient convaincus que la concomitance du début de la première guerre mondiale et de la première Conférence internationale des Églises pour l'amitié entre les peuples était providentielle. À Constance s'étaient réunis plus de 90 délégués de 12 nations différentes et de 30 confessions protestantes, dont des personnalités reconnues d'Églises étrangères. Non seulement les délibérations s'étaient déroulées sans fausse note, mais les décisions avaient également été prises à l'unanimité. Comme le montre la Conférence de paix de Constance, le thème de la paix eut dès le début une importance considérable pour le mouvement œcuménique. Elle signale aussi que le mouvement de paix dans les Églises exprime la volonté d'agir au niveau œcuménique. [20]

«Quelles que soient les divergences entre les différentes confessions, celles-ci sont toutes entourées de la lumière de celui qui a apporté la paix sur terre. La personne qui prêche l'Évangile du Christ prêche la paix entre les hommes. Les personnes qui suivent le Christ annoncent l'amour du prochain, la justice, la miséricorde, ces vertus que le Christ leur a commandées. Il leur suffit d'élargir la perspective de l'individu aux nations pour devenir des apôtres de l'amitié internationale. En faisant cela, les personnes qui suivent le Christ ne diminuent pas leur autorité auprès du peuple au milieu duquel elles travaillent, mais au contraire elles l'augmentent. L'indépendance des diverses communautés reste, elle aussi, intacte. Quant au but, les adhérents de toutes les Églises peuvent y souscrire. Et l'indispensable organisation peut s'élaborer ensemble ou séparément, selon les conditions et les exigences dans les différentes Églises.» [21]

(Propositions pour une Alliance mondiale des Églises pour la promotion de relations amicales entre les nations de W. H. Dickinson)

La participation de l'Église catholique romaine à l'engagement pour la paix entre les peuples était pour ceux qui avaient convoqué la Conférence d'une importance primordiale quant à leurs visées œcuméniques. C'est pourquoi ils se rendirent en avril et mai 1914 en France et en Belgique pour y sonder l'intérêt pour cette Conférence. Certes, une conférence commune avec des représentants catholiques romains paraissait irréalisable, une conférence de paix catholique romaine fut cependant prévue, presque en parallèle à la Conférence à Constance. Elle devait débiter le 10 août



1914 à Liège, «(...) pour gagner lentement les prêtres catholiques à une action commune en vue de la paix.» [22] Ceux qui avaient convoqué la Conférence de paix à Constance avaient espéré que les deux conférences allaient mettre en route un processus commun: cela n'advint pas – jusqu'à ce jour un tel processus reste une invitation et un défi.

La Conférence de Constance fut avant tout pour les participants une expérience de communion spirituelle, une expérience qui allait avoir une signification décisive pour la rencontre et l'action œcuméniques, mais aussi pour la célébration de cultes communs.

Rétrospectivement F. Siegmund-Schultze écrivit dans une lettre: «Le plus important (...) me semble être le caractère profond des discussions. La conférence tout entière était une réunion de prière, qui unissait les représentants des différentes nations en une communauté étroite malgré la guerre qui éclatait entre elles. L'assemblée du dimanche matin, en particulier, où se sont retrouvés environ 100 délégués du monde entier (...), a profondément marqué les participants. Tous ceux qui ont participé à ces assemblées ont sans doute acquis la certitude que la concomitance entre la première conférence des Églises pour l'amitié et le début de la grande guerre entre les peuples chrétiens était providentielle. Les immenses manquements des Églises nous sont apparus encore plus lourds.» [23]

C'est sous cette impression que la Conférence de paix de Constance a finalement abouti à l'«Alliance mondiale pour l'amitié internationale des Églises».

Source:

Epting, Karl-Christoph: Die erste internationale Konferenz der Kirchen für Frieden und Freundschaft in Konstanz 1914, in: Konstanzer theologische Reden 6, Konstanz 1988.

- [1] Cf. J. Allan Baker, M.P., *A memoir by Elizabeth Baker and P. J. Noel Baker, London 1927, S. 206.*
- [2] *Epting, Karl-Christoph: Die erste internationale Konferenz der Kirchen für Frieden und Freundschaft in Konstanz 1914, hier: S. 6.*
- [3] *Personal Recollections of Andrew Carnegie, by F. Lynch, New York 1920, S. 163.*
- [4] *Vgl. The Churches and International Friendship, Movements leading up to Conferences at Constance and Liege, August 1914, S. 9.*
- [5] *Vgl. Aufruf an die christlichen Kirchen von Europa..., Bern im Januar 1914.*
- [6] *Vgl. SSM, The Churches of World and International Friendship, D la, 1,1.*
- [7] *Vgl. Through Europe on the Eve of War, a Record of Personal Experiences; including an Account of the First World Conference of the Churches for International Peace, by Frederick Lynch, New York 1914, S. 9.*
- [8] *Vgl. SSM, Brief W. M. Dickinson an F. Siegmund-Schultze, 12.5.2914, D la, 1,1.*
- [9] *Vgl. SSM, Schreiben von F. Siegmund-Schultze an F. Curtis, 20.7.1914.*
- [10] *The Christian Commonwealth, 15. July 1914, S. 736.*
- [11] *Vgl. SSM, Brief an H. Stade, 3.1.1914, D lb, 1.*
- [12] *Vgl. Baker, S. 220f.*
- [13] *Vgl. Lynch, S. 23.*
- [14] + [15] *Vgl. Lynch, S. 25.*
- [16] *Epting, Karl-Christoph: Die erste internationale Konferenz der Kirchen für Frieden und Freundschaft in Konstanz 1914, in: Konstanzer theologische Reden 6, Konstanz 1988, S. 16.*
- [17] *Vgl. Report, S. 29.*
- [18] *Vgl. Report, S. 43f.; deutsche Übersetzung aus dem «Programm der Konferenz in Konstanz».*
- [19] *Vgl. Report, S. 65.*
- [20] *Vgl. SSM, Brief vom 23.12.1914, S. 3f., senogr.*
- [21] *Vgl. Vorschläge zu einem Weltbund der Kirchen zur Förderung freundschaftlicher Beziehungen zwischen den Nationen von W. H. Dickinson, S. 2f.*
- [22] *Vgl. Baker, S. 218; vgl. auch The Church and International Friendship, Movements leading up to Conferences at Constance and Liege, August 1914, S. 7 und 15.*
- [23] *Vgl. SSM, Brief vom 23.12.1914, S. 3f., senogr.*

La fondation du MIR à Bilthoven, Pays-Bas, et l'histoire qui l'a précédée

L'Alliance mondiale qui avait été créée à la fin de la première Conférence Internationale des Églises pour la paix et l'amitié, en 1914, à Constance, fut le précurseur du MIR. Ses fondateurs, Friedrich Siegmund-Schultze et le Quaker Henry Tom Hodgkin, furent pour ainsi dire les «auteurs» du MIR. En se quittant à Cologne, le 4 août 1914, les deux s'étaient promis mutuellement de ne jamais se séparer: «Quoi qu'il arrive, rien ne changera entre nous». Pendant la guerre ils restèrent en contact par diverses voies. Ils surent également trouver d'autres chrétiens qui dans ces temps difficiles ne soutinrent pas la guerre et s'engagèrent pour la paix au moyen de la réconciliation.

Le début de la guerre décida le pasteur presbytérien de Londres, Richard Roberts (1874-1945), à appeler des jeunes pasteurs et amis à se joindre à lui pour combattre l'euphorie guerrière dans son pays. Mais au bout du compte seuls R. Roberts et Henry Hodgkin

luttèrent contre la guerre qu'ils dénoncèrent publiquement comme action non chrétienne.

Avec quelques amis ils développèrent sur la base de leur conviction un enseignement chrétien pacifiste et, à la fin de 1914, organisèrent une conférence universitaire à Cambridge. Cent trente personnes y participèrent. Les discussions au cours de la conférence aboutirent à la conclusion que la paix était l'art et l'exercice consistant à «faire de nos ennemis des amis».

C'est là aussi que fut fondé le Mouvement britannique de la réconciliation (British Fellowship of Reconciliation - BFOR), qui un an plus tard allait déjà compter 1550 membres.

Alors que la guerre faisait rage, des chrétiens dans divers pays allaient se réveiller et fonder des associations comme ce fut le cas en Angleterre.

En 1915, Henry Hodgkin avait fait un voyage aux USA en tant que secrétaire de la société missionnaire de Quakers. Il avait assisté à Garden City, Long Island, à une conférence intitulée «Aimez vos ennemis pen-

dant la guerre mondiale!». Les discussions aboutirent à la création de l'American Fellowship of Reconciliation - AFOR (Mouvement de la réconciliation américain). En 1916, Cornelis «Kees» Boeke (1884-1966) fonda aux Pays-Bas la Fraternité en Christ, qui poursuivait les mêmes tâches et buts que les groupes en Grande-Bretagne et aux USA. L'Alliance de paix chrétienne fondée en 1913 se rattacha au BFOR. Dès 1918, à Stockholm, la Ligue des citoyens chrétiens s'engagea pour des réformes sociales radicales, contre l'opinion guerrière et pour la paix. Le BFOR envoya des apôtres de la réconciliation dans des pays étrangers, dont la tâche consistait à «se faire des amis à partir d'ennemis». Leurs messages furent relayés dans plusieurs publications, comme celle de l'Alliance mondiale pour l'amitié des Églises que F. Siegmund-Schultze publia en janvier 1917.

En octobre 1919 Cornelis «Kees» Boeke et Henry Hodgkin organisèrent une conférence à Bilthoven près d'Utrecht aux Pays-Bas. Y furent invités des personnes prêtes à faire la paix ainsi que des chrétiens pacifistes de divers pays. La conférence à Bilthoven permit au message du Mouvement international de la réconciliation (International Fellowship of Reconciliation/IFOR) d'être répercuté dans plus d'une vingtaine de pays. La cinquantaine d'hommes et de femmes de dix pays retournèrent chez eux convaincus que l'appel à la réconciliation était le seul recours dans un monde complètement disloqué par la guerre mondiale.

Parmi les participant(e)s à la conférence, il y avait Mathilda Wrede (1864-1928) de Finlande, qui s'engageait pour les prisonniers et les pauvres, ainsi que Pierre Ceresole de Suisse, le fondateur du Service Civil International. En outre, y avait participé deux prêtres catholiques-romains: le professeur Johannes Ude (1874-1965) d'Autriche et Max Josef Metzger, fondateur de diverses organisations de paix (l'organisation de paix «La Croix blanche», le «Comité de personnalités catholiques» et le Secrétariat pour une œuvre de paix dans l'Église catholique-romaine).

Kaspar Mayr était dès 1921 le secrétaire général de cette dernière organisation, qui, depuis Zoug en Suisse, essayait de mettre sur pied une organisation de paix catholique internationale. Mais pour des raisons d'organisation et de finances ce projet dut être abandonné en 1925. Kaspar Mayr prit alors la direction du MIR à Londres qu'il garda jusqu'en 1928. Après cela il chercha, au nom du MIR, à gagner les cercles catholiques des pays de l'Est pour la lutte en faveur de la paix.

Source:
Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981*, p. 9-12.

Déclaration sur la fondation du MIR à Bilthoven

«À Bilthoven en 1919, nous étions 50 femmes et hommes de 10 pays. Nous nous étions rencontrés en étrangers et nous sommes quittés en amis.»

Cette déclaration sur la fondation du MIR à Bilthoven (Pays-Bas) est de Lilian Stevenson (1870-1960), la «grande dame» du pacifisme chrétien et co-fondatrice du Mouvement international de la réconciliation.

La branche suisse du Mouvement International de la Réconciliation (MIR)

Pierre Ceresole était en 1919 le secrétaire du MIR et c'est sans doute sur son initiative qu'en Romandie fut créée une branche du Mouvement International de la Réconciliation.

Les membres de celle-ci font, eux aussi, remonter l'apparition du mouvement à la promesse que s'étaient faite Henry Tom Hodgkin et Friedrich Siegmund-Schulze, le 4 août 1914, à la gare de Cologne, en Allemagne: «Quoiqu'il puisse arriver, nous sommes frères et ne deviendrons jamais ennemis.»

Le groupe romand du MIR s'était pratiquement mis à disposition du Service Civil International. Il sut ainsi gagner les cercles de jeunesse lassés par la chose militaire et les milieux d'Églises ouverts aux problèmes sociaux. Les pasteurs Willy Béguin et Émile Jéquier, plus tard Daniel Pache ainsi que Georges Kobi et Jean Rouget, avaient à cœur de faire vivre leurs groupes. Ils firent connaître les thèmes pacifistes du MIR dans la société francophone par des conférences, des publications et des sessions annuelles. De cette manière, ils soutenaient le travail dévoué d'Élisabeth Monastier qui, en tant que secrétaire du MIR, diffusait les idées pacifistes auprès de la population. Tous ces efforts furent soutenus par les «Cahiers de la Réconciliation» qu'éditait le pasteur parisien Henry Roser (1899-1981) qui touchèrent à l'époque un grand cercle de lecteurs. Jusqu'à ce jour ils sont la voix du Mouvement International de la Réconciliation en France.

Source:
Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981*, p. 15-18.
Schulé, André: *Le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) en Suisse romande, Avril 1991*.





Clara et Leonhard Ragaz

Ragaz et le MIR

«Je n'ai pas pu assister à cette assemblée à Bilthoven, mais j'ai été touché par sa flamme.»

Voici ce que le MIR représente pour L. Ragaz: «Le point d'ancrage le plus fort (pour le besoin de «communauté» qu'éprouvait L. Ragaz) a été pendant longtemps le Mouvement de la réconciliation. Il était né au cours de la guerre en Angleterre et se nommait Fellowship of Reconciliation. Il recrutait ses membres chez les quakers. Les milieux des antimilitaristes chrétiens lui étaient proches, dont Frederick Temple, le futur archevêque de Canterbury. Les textes du mouvement étaient pour moi une source de réconfort pendant la première guerre mondiale. Par la suite le mouvement se répandit sur le continent et se développa de manières diverses. C'est à Bilthoven autour de Kees Boeke et de sa femme que s'alluma la grande flamme de l'enthousiasme (...).»

Source:
Ragaz, Leonhard: *Mein Weg. Eine Autobiographie, Bd. II, Zürich 1952, pp. 155.*

La revue «Nouveaux Chemins» («Neue Wege»)

En provenance de la mouvance des socialistes religieux, la revue mensuelle Nouveaux Chemins parut dès 1906 en tant que feuille d'information pour les personnes cultivées de tous milieux. Le groupe de rédaction comprenait Rudolf Liechtenhan (1875-1947), Benedikt Hartmann (1873-1955) et Leonhard Ragaz (1868-1945). C'est à ce dernier que la revue doit de s'être sans tarder engagée pour le mouvement ouvrier et contre le militarisme. Elle a opté pour le socialisme mutualiste et le pacifisme radical, a pris position en faveur de la sauvegarde de la création au moyen d'une économie durable

et a favorisé le dialogue œcuménique, en particulier avec le judaïsme (Martin Buber, 1878-1965), Margarete Susmann, 1872-1966). Dans ce but, elle s'est impliquée dans les grands débats de société et de politique de son temps. C'est ainsi qu'en novembre 1918, à la fin de la première guerre mondiale, la revue a pris parti en faveur de la grève générale, mais contre l'adhésion du Parti social-démocrate suisse à la troisième Internationale, à la source certains membres du Parti s'étaient opposés en septembre 1919. Un des débats les plus importants était l'adhésion à la Société des Nations que L. Ragaz considérait comme une «question vitale» pour la Suisse. Lors de la deuxième guerre mondiale la revue fut soumise, après plusieurs avertissements, à une censure préliminaire. L'état-major de l'armée chargé de cette mesure la justifia par «l'attitude générale de la revue» prétendument incompatible avec la neutralité, «et (celle) de son rédacteur», qui dès les années 20 avait mis en garde contre le fascisme et le nazisme. À la suite de quoi Ragaz interrompit la parution des «Nouveaux Chemins», fit imprimer les cahiers comme manuscrits et les fit expédier sous enveloppe par la poste. En juillet 1944 la revue reparut avec le sous-titre «Feuilles pour la lutte du temps présent». Pendant la guerre froide la revue adopta une attitude critique à l'égard de l'anticommunisme et du stalinisme. Après la mort de Ragaz, en décembre 1945, ce fut l'«Association des amies et amis des Nouveaux Chemins» qui fit faire paraître la revue. En 1977 s'y joignirent les «Chrétiens et Chrétiennes pour le socialisme» venus de la théologie de la libération. Ils délèguèrent Willy Spieler à la rédaction. Quant à Albert Böhler (1908-1990) il y représentait l'«Association socialiste-religieuse». La revue se donna un nouveau sous-titre: «Contributions au christianisme et au socialisme». La bonne coopération entraîna en 1989 la fusion des deux mouvements en une «Association socialiste-religieuse de Suisse alémanique». Les «Nouveaux Chemins» fêtèrent leur centenaire en 2006, ce qui en fait une des revues les plus vieilles en Suisse. Avec 100 années d'expérience à son actif la revue entend poursuivre au 21^{ème} siècle sa participation aux débats décisifs à la croisée de la religion et du socialisme, aller au-devant du besoin et du désir de paix, de justice et d'une économie durable et y contribuer par son travail.

Source:
Brassel-Moser, Ruedi: *Neue Wege, Historisches Lexikon der Schweiz, Online-Version vom 12.6.2013. Site de la revue mensuelle «Nouveaux Chemins» <http://www.neuewege.ch>*

Leonhard Ragaz (1868-1945)

est né le 28 juillet 1868 à Tamins (Grisons) d'un père paysan, Bartholome, et de sa femme Luzia, née Färber. Après une scolarité à Tamins et Coire, Ragaz fit des études de théologie dans les universités de Bâle, Iéna et Berlin. Il exerça un ministère pastoral de 1890 à 1893 à Heinzenberg, de 1895 à 1902 à Coire et de 1902 à 1908 à la cathédrale de Bâle ; entre-temps, de 1893 à 1895 il enseigna à l'école cantonale de Coire. Sa théologie libérale s'est développée à partir d'une sensibilité aux problèmes sociaux de son temps. Influencé par le théologien allemand, Christoph Blumhardt (1842-1919), précurseur et fondateur du mouvement des socialistes chrétiens en Suisse, le message du Royaume de Dieu pour ce monde devint pour Ragaz un véritable enjeu théologique et politique. Il fut le co-fondateur du mouvement des socialistes religieux et de la revue «Nouveaux Chemins» (Neue Wege) dont il fut le rédacteur en chef de 1921 jusqu'à sa mort. Dès 1908, Ragaz fut titulaire de la chaire de théologie systématique et pratique à l'université de Zurich. Il se rapprocha peu à peu du mouvement des travailleurs; en 1903 il se solidarisa avec les grévistes du bâtiment à Bâle et en 1912 il soutint la grève générale à Zurich. En 1913 il adhéra au parti social-démocrate. Ragaz joua un rôle de plus en plus central dans le mouvement international des socialistes chrétiens. Toutefois, à l'encontre de la mouvance marxiste et centraliste il défendit un socialisme fédéraliste, mutualiste et pacifiste. Après avoir renoncé à sa chaire, Ragaz se consacra à la formation et l'éducation dans le quartier ouvrier Ausersihl de Zurich et s'impliqua dans le mouvement des socialistes chrétiens. En tant que président du Comité suisse d'action pour la paix, il fut un des protagonistes du mouvement antimilitariste en Suisse. Lorsqu'en 1935 le parti social-démocrate approuva la défense militaire du pays, il quitta le parti. Tôt il avait cherché le dialogue avec le judaïsme et rejeta l'antisémitisme et le national-socialisme aussi sévèrement qu'il critiqua – de sa voix prophétique – les attermoissements de la Suisse. Entre 1941 et 1944 il publia clandestinement la revue «Nouveaux Chemins» parce qu'il refusait de se soumettre à la censure préliminaire. Sa théologie du Royaume de Dieu, toujours parallèle à son engagement politique, anticipait la théologie de la libération. Il est décédé le 6 décembre 1945 à Zurich.

Source:
Brassel-Moser, Ruedi: Leonhard Ragaz, in: *Historisches Lexikon der Schweiz*, Online-Version vom 18.6.2013.

Le mouvement pacifiste en Suisse

(voir tableau chronologique)

Avant 1914, il existait trois courants pacifistes en Suisse qui ont chacun sa particularité. Le premier courant était le pacifisme philanthropique et humanitaire représenté par Jean-Jacques de Sellon et la Société de la paix de Genève, créée en 1830. Sellon établit un lien entre la paix, l'éducation du citoyen et les droits humains fondamentaux, sans remettre en cause la défense nationale.

Le deuxième courant, la Ligue pour la paix et la liberté, était issu du Congrès de la paix de 1867 à Genève. La Ligue chercha à articuler le pacifisme aux questions de politique et de droit. Elle considérait que la démocratie était garante de la paix, de la justice et de la liberté. Sa branche suisse est composée de professeurs, d'avocats, de journalistes, de francs-maçons, comme Carl Vogt, Angelo Umiltà, Elie Ducommun et Pierre Jolissaint, mais aussi de futurs conseillers fédéraux comme Louis Ruchonnet et Robert Comtesse. Ce pacifisme patriotique considérait la défense nationale comme une nécessité. La Société suisse de la paix est fondée à Olten en 1895; ses branches locales vont se développer surtout en Suisse romande et dans les cantons protestants. Elle compte environ 5'000 membres à la veille de la première guerre mondiale. En 1905, le mouvement ouvrier crée une éphémère Ligue antimilitariste, réprouvée par la Société suisse de la paix.

Le troisième courant, enfin, était issu des débats d'un groupe de pasteurs et d'instituteurs des Franches-Montagnes. Ils prônaient un pacifisme socialiste chrétien et publièrent la revue *L'Essor* dès 1906. Un des représentants les plus connus de ce courant est Leonhard Ragaz, qui, la même année, fonda la revue «Nouveaux Chemins» (Neue Wege), dont il sera le rédacteur en chef.

À côté de ces trois courants, il existait des pacifistes anarchistes pour qui la paix mondiale ne se gagnerait qu'au moyen de la révolution.

Pendant la Première Guerre mondiale, le pacifisme fut considéré comme un mouvement qui a affaibli la défense nationale et contribué à l'extension de la guerre. De plus, au sein de la Société suisse de la paix se créa un clivage entre le pacifisme romand, pro-Alliés, et le pacifisme alémanique, majoritairement tourné vers les puissances de l'Axe. Le pionnier d'un pacifisme nonviolent par-delà les frontières nationales sera Romain Rolland (1866-1944), écrivain et lauréat du Prix Nobel de la Paix, qui s'était réfugié en Suisse en 1914 pour échapper à la censure. En 1931, il recevait Gandhi à Villeneuve, au bord du Lac Léman.

Des hommes comme Pierre Bovet (1878-1965), Edmond Privat (1889-1962), Auguste Forel (1848-1931), Leonhard Ragaz (1868-1945), Paul Seippel (1858-1926) et Adolphe Ferrière (1879-1960) représentaient le courant venu du protestantisme, des Quakers et du Mou-



vement International de la Réconciliation. En 1914, Max Dätwyler (1886-1976) refusa de faire le service militaire. Pierre Ceresole, figure de proue de l'objection de conscience, fonda le Service civil international en 1920. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, créée en 1915 entre autres par Marguerite Gobat et Klara Honegger, établit son siège à Genève. La Ligue prône le désarmement, la nonviolence et le droit à l'objection de conscience. Une autre association féminine, l'Union mondiale de la femme pour la concorde internationale, fondée par Clara Guthrie d'Arcis, voit le jour à Genève en 1915.

En 1920 est créée l'Association suisse pour la Société des Nations (plus tard Association suisse pour les Nations Unies), issue de la fusion de la Société suisse de la paix, de l'Association nationale suisse pour la Société des Nations et du Comité d'action pour l'entrée de la Suisse à la Société des Nations.

En 1945 est fondé le Conseil suisse pour la paix.

En 1949, après la création de l'OTAN, le mouvement pacifiste suisse dut faire face au conflit Est-Ouest et à la guerre froide. Une branche plus politisée émergea de ce mouvement: celle-ci s'engagea plus spécialement contre la menace atomique (armes atomiques, accidents de centrales nucléaires), pour le désarmement et pour le dialogue Est-Ouest.

Entre 1952 et 1954 l'affaire Bonnard (1888-1959) témoigne de l'anticommunisme en Suisse. Ce professeur lausannois, président de la branche suisse des Partisans de la paix (dénoncée comme communiste) est accusé d'espionnage au profit de l'URSS.

En 1954, Samuel Chevallier (1906-1969) lance l'initiative populaire «L'œuf de colombe» qui préconisait une réduction temporaire des dépenses militaires. Mais l'initiative fut annulée. Deux autres initiatives qui allaient dans la même direction furent retirées après l'écrasement de l'insurrection en Hongrie (1956).

Lorsqu'en 1958 la question de l'armement atomique pour la Suisse fut discutée au Département militaire fédéral, les diverses branches du mouvement de paix s'unirent en un Mouvement suisse contre l'armement atomique. Celui-ci fut soutenu par de nombreux intellectuels renommés tels Albert Schweitzer (1875-1965), Jules Humbert-Droz (1891-1971) et Willi Kobe (1899-1995). Grâce à ceux-ci, les exigences du mouvement furent connues du grand public. Le mouvement antinucléaire lança des initiatives populaires et mena diverses actions.

Les années 1960 furent marquées par la guerre du Vietnam et par les événements de mai 1968: le pacifisme prit la forme d'un vaste mouvement de contestation anti-impérialiste et tiers-mondiste et fit parler de lui grâce à de nombreuses manifestations. En 1964 fut fondé le Bureau International de la Paix. Trois ans plus tard à Genève suivit la création de l'Association École instrument de paix. Et grâce au pasteur Michel

Grenier, le Centre Martin Luther King fut créé à Lausanne en 1968 (appelé plus tard Centre pour l'action non violente/CENAC).

Au début des années 1970, les thèmes de l'environnement et la lutte contre la pollution vinrent sur le devant de la scène.

Les années 1980 furent marquées par la campagne européenne contre les armements nucléaires (European Nuclear Disarmament). Le 5 décembre 1981, 30'000 à 40'000 personnes, représentant 42 organisations de paix, se réunirent à Berne pour manifester contre la course aux armements. Un désarmement simultané Est-Ouest fut exigé. Une autre manifestation eut lieu le 23 janvier 1982 à Genève, environ 20'000 personnes y participèrent. Une marche internationale de paix se déroula à Bâle, à Baden et en Alsace. En 1982 fut fondé le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), puis, un an plus tard, le Geneva International Peace Research Institute (GIPRI). En 1988, Fondation suisse pour la paix (appelée plus tard Swisspeace) vit le jour.

Dans les années 1990 le pacifisme suisse ne cessa de se diversifier, une tendance qui perdure jusqu'à aujourd'hui. De même l'exigence de nonviolence, qui dans le passé avait toujours été représentée par une minorité, s'affirme de plus en plus.

Source:

Grossi, Verdiana: *Pacifisme. Dictionnaire historique de la Suisse. Version Internet*, 8.7.2013.



Romain Rolland

(1866-1944)
écrivain français,
Prix Nobel de
littérature
(1915) et pacifiste

«Ce sont les préjugés qui empêchent les peuples de s'entendre et qui rendent le mépris réciproque si facile»

Source: <http://www.nobelpris.org/Literatur/rolland.htm>
(5. Februar 2014)
<http://ead.nb.admin.ch/btml/rolland.html>

Le Service Civil International

Le Service Civil International (SCI) fut créé à la suite de la première guerre mondiale. En 1920, Pierre Ceresole (1879-1945), cet ingénieur suisse qui avait participé à la première Conférence internationale du MIR à Bilthoven (1919), organisa avec d'autres pacifistes le premier service civil international dans la région de Verdun dévastée par la guerre. Là, entre novembre 1920 et avril 1921, des bénévoles de pays préalablement en guerre travaillèrent ensemble à la reconstruction. De manière toute concrète, le service de paix contribuait à la réconciliation entre la France et l'Allemagne et symbolisait le refus de la guerre et du nationalisme. D'autres chantiers de travail internationaux suivirent en Suisse, au Liechtenstein, en Angleterre, en Inde et dans d'autres pays.

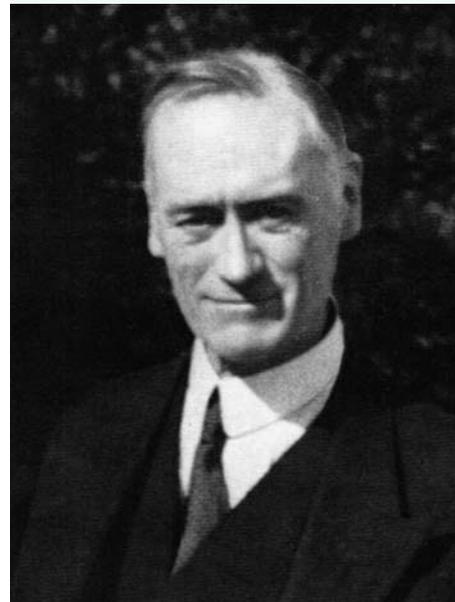
Au fil des années le concept de service bénévole international s'étendit à d'autres objectifs socio-politiques tels la coopération et le développement, l'aide humanitaire, l'échange Est-Ouest pendant la guerre froide ou l'instauration d'un service civil. Après 1945, l'activité du SCI s'étendra à d'autres pays en Europe, Afrique, Asie et Amérique du Nord et dans les années 50, il y aura des échanges de bénévoles entre l'Ouest et l'Est. Au cours de la deuxième moitié du 20ème siècle le SCI, service de paix et d'aide, se transformera de plus en plus en organisation de jeunesse. Parallèlement, les objectifs du SCI changèrent. Alors qu'au début l'aide concrète primait, après 1968 les bénévoles et leur conscience civique furent au centre des préoccupations. Les formations, qui aujourd'hui font partie intégrante des chantiers, firent évoluer le slogan de l'époque des fondateurs «des actions à la place de paroles»; il devint «des actions et des paroles». L'objectif, lui, resta inchangé: effectuer un travail de paix en permettant à des personnes de contextes différents de s'engager autour d'une tâche commune et d'apprendre ainsi à se connaître et à se comprendre.

Aujourd'hui le SCI constitue un réseau mondial de 35 branches et coordonne environ 500 chantiers (volontariat court terme) pour soutenir de nombreux mouvements pour la tolérance, l'égalité des droits, la solidarité et le développement écologique et social. Environ deux tiers des participant(e)s à ces camps sont des étudiants et étudiantes entre 20 et 25 ans.

Source:
Service Civil International, Suisse: www.scich.org

Pierre Ceresole (1879-1945)

Naissance 17.8.1879 à Lausanne, décès 23.10.1945 à Lutry. Fils de Paul Ceresole et de Marie-Louise David. Études à Lausanne et Zurich (Ecole polytechnique), diplôme d'ingénieur mécanicien (1901), docteur ès sciences (1903). Ingénieur de 1913 à 1918, séjours en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon (retour en Suisse en 1914), puis enseignant à Vevey, Gland (écoles privées) et La Chaux-de-Fonds (école publique, 1926). Dès 1916, Ceresole mène d'innombrables activités pacifistes: il est notamment cofondateur en 1920 du Service civil international avec l'organisation, près de Verdun, du premier camp de service civil volontaire; l'un des initiateurs de la pétition pour le service civil lancée en 1922; fondateur du Centre suisse d'action pour la paix en 1924 (présidé par Leonhard Ragaz) et organisateur, de 1927 à 1939, avec son frère Ernst, de chantiers du Service civil international en Suisse et aux Indes (1934-1937). Toujours préoccupé par les questions mathématiques, religieuses et morales, il adhère en 1936 à la Société des Amis (Quakers).



Pierre Ceresole
1879 - 1945
fondateur du
Service Civil
International

Source: Perrenoud, Marc: Pierre Ceresole. Dictionnaire historique de la Suisse, Version Internet, 18.6.2013.

D'autres mouvements pacifistes

■ Le Mouvement des socialistes religieux (1906)
À la recherche d'une nouvelle pédagogie, le pasteur de Degersheim Hans Bader et le professeur Johann Georg Hagmann avaient lancé une invitation pour une conférence sur la pédagogie sociale en octobre 1906. Y participèrent Hermann Kutter (1863-1931), Emanuel Tischhauser (1868-1943), Leonhard Ragaz (1868-1945), Lukas Stückelberger-Honegger, Oskar Pfister (1873-1956), Rudolf Liechtenhan (1875-1947) et Ludwig Köhler (1900-1985).



Cette conférence, petite et quasi familiale, se proposait de sortir du cadre figé de l'Église réformée et d'innover en matière de pédagogie. Elle marque le début du Mouvement des socialistes religieux.

Leonhard Ragaz sur le Mouvement socialiste religieux

«Le Mouvement socialiste religieux est né de la conviction qu'aujourd'hui la cause du Christ doit être comprise et mise en pratique de manière renouvelée. Il considère que le point de départ de cette immense et ultime révolution au-devant de la Source notre temps se porte, est la foi dans le Royaume de Dieu, qui n'est pas de ce monde, mais pour ce monde. C'est à partir de là que le mouvement redécouvre la Bible, tout le message du Christ, ainsi que l'histoire qui mène à lui, comme celle qui part de lui. Il est convaincu que l'exigence et la promesse du Royaume de Dieu, qui dans le message biblique sont résumées dans le mot justice, peuvent être appliquées à tous les domaines du monde sans exception, donc aussi à la vie politique, y compris économique. Confiant qu'un Dieu vivant agit dans l'histoire, le mouvement voit dans le socialisme une tentative de défendre un peu de cette justice, même si en raison d'une grave faute du christianisme ce n'est ni au nom de Dieu, ni au nom du Christ. Le mouvement était persuadé que l'effervescence sociale - et le socialisme en particulier - devaient être compris comme jugement et grâce, comme appel à la conversion lancé au monde chrétien et bourgeois et comme promesse divine pour un renouvellement de notre monde.»

Source:

Ragaz, Leonhard: *Zu meinem Austritt aus der sozialdemokratischen Partei*, in: Leonhard Ragaz: *religiöser Sozialist, Pazifist, Theologe und Pädagoge*. Hrsg. vom Leonhard-Ragaz-Institut, Lingbach: Verlag Darmstadt 1990, p. 96.

■ La Ligue Internationale des Femmes pour la paix et la liberté (1915) (Women's International League for Peace and Freedom / WILPF)

Peu de mois après le Congrès de femmes à La Haye en 1915 au cours duquel la plus ancienne organisation internationale de femmes pour la paix, la Ligue internationale des Femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), fut fondée, une Association internationale de Femmes pour la paix durable vit le jour en Suisse. Parmi les co-fondatrices citons: Clara Ragaz-Nadig (1874-1957), l'épouse de Leonhard Ragaz, de Zurich, Gertrud Woker (1878-1968) de Bern, Marguerite Gobat (1870-1937) de Genève, Madame Erisman de Zurich et Maria Tabitha Schaffner (1863-1932) de Bâle.

■ L'Union des pasteurs antimilitaristes

En 1925 fut fondée à Schaffhouse l'Union des pasteurs antimilitaristes. Parmi les initiateurs figurent

Karl von Greyerz (1879-1949), Rudolf Liechtenhan (1875-1947), Robert Lejeune (1891-1970), Paul Trautvetter (1889-1983), Leonhard Ragaz (1868-1945), Gottlieb Roggwiler ainsi que Willi Kobe (1899-1995). Au cours de la première année 70 pasteurs rejoignirent l'Union et en 1926 celle-ci comptait déjà plus de 100 membres. Le pasteur Rudolf Liechtenhan en était le président de 1925 à 1936. En 1927 parut une première brochure intitulée «Le désarmement est-il un devoir chrétien?», l'auteur en était Rudolf Liechtenhan.

En 1928 l'Union devint membre de l'«Internationale des pasteurs antimilitaristes», fondée la même année à Amsterdam, et organisa un congrès international du 2 au 4 septembre 1931 à Zurich.

Elle changea de nom en 1936, devint l'«Alliance de paix des Églises suisses» et accepta en son sein des membres des Églises sans formation théologique. Parallèlement la coopération avec le Rassemblement universel et le MIR s'intensifia. Ses présidents furent le pasteur Willi Kobe de 1940 à 1945, le pasteur Gottlieb Roggwiler 1945 à 1960, puis le pasteur Willi Hirschi.

Source:

Frei, Walter: *Geschichte von Friedensorganisationen in der Schweiz*, St. Gallen 1985 [nicht publiziert].

Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981*, p. 18-20.

■ L'Alliance de paix des Églises était, au sein de l'Église, un groupe qui faisait sien le message de paix évangélique. Plusieurs fois elle s'était adressée à la Fédération des Églises protestantes de Suisse en lui soumettant ses préoccupations. Ainsi en août 1943:

«Les Églises (à l'étranger) rappellent ce pour quoi elles doivent prendre fait et cause: remplir la mission que leur maître leur a donnée et accomplir leur fonction de veilleurs et témoins prophétiques en vue de la construction d'une paix juste et durable.

Puisse la Fédération recommander vivement ce devoir de réflexion au peuple de l'Église dans le but de préparer une société meilleure pour l'après-guerre. Cette réflexion correspond, en effet, à la responsabilité et à la conscience imposées par Dieu, mais aussi à l'urgence historique actuelle.

Nous prions, ensuite, la Fédération d'établir sans tarder une commission pour étudier ces questions complexes en commun avec des organisations de paix susceptibles d'y participer.

Nous nous mettons volontiers à disposition pour porter notre part de responsabilité dans ce service de veilleurs et de témoins de nos Églises suisses.»

Source: Archives MIR

■ Le Comité suisse d'action pour la paix
Il fut fondé par Leonhard Ragaz (1868-1945) et Pierre Ceresole (1879-1945) et avait son siège à la Gartenhofstrasse à Zurich dans la maison de la famille Ragaz. Cette confédération réunissant diverses organisations de paix d'orientation pacifiste radicale s'engagea activement pour la création du service civil et le désarmement militaire. Par décision du 25 février 1946 elle se joignit au Conseil suisse pour la paix.

Source:
Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981, p. 15-18.*

■ Le Conseil suisse pour la paix
Cette confédération réunissant diverses organisations pacifistes ou politiquement engagées fut fondée en décembre 1945 après la catastrophe de la deuxième guerre mondiale. Le Conseil suisse pour la paix milita pour une ouverture politique de la Suisse et plaida à la fois pour l'union européenne et l'adhésion du pays à la toute nouvelle ONU. Il s'engagea pour la création d'un service civil pour les objecteurs au service militaire, contre le réarmement atomique de la Suisse, prôné par les cercles autour de l'armée, et contre les trafics d'armes.

Source:
Kobe, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981, p. 15-18.*
<http://www.friedensrat.ch/friedensrat/uber-uns/geschichteerfolge>
(25.2.2014)

Exemples d'engagement pacifiste pendant la deuxième guerre mondiale

■ Pierre Ceresole et sa transgression de la loi pendant la deuxième guerre mondiale en Suisse – «une nécessité absolue de respecter la règle suprême de la vérité»

Un an après le début de la deuxième guerre mondiale, l'état-major de l'armée promulgua un décret non publié, qui interdisait tout article et commentaire évoquant les horreurs de la guerre – et témoignant de son caractère inhumain, anti-chrétien et antisocial. Ce décret resta inconnu jusqu'au moment où, lors d'un culte du soir, le Vendredi-Saint 1941, au Temple du Bas à Neuchâtel, Pierre Ceresole se présenta devant la communauté avec ces mots: «J'ai une double protestation à faire!»

Les autorités de l'Eglise considérèrent que son intervention avait dérangé du culte, ce qui scandalisa Ceresole.

Il fut arrêté, traduit devant un tribunal, accusé d'avoir transgressé l'interdiction de rendre ce décret public et condamné à huit jours de prison.

■ Sur son tract Stephan Martig appelle les hommes et les femmes à vivre ensemble dans la paix et la fraternité à cause de leur origine divine et du commandement de Dieu. Il considère que ce «vivre ensemble» est l'unique condition de la paix dans le monde.

Sur la paix il écrit ceci: «(...) La paix se sera pas un nivellement de toutes les contradictions et différences, une uniformisation et mise au pas des pensées et des habitudes de vie, mais elle sera une solidarité multiple, profonde et intérieure (...)»

Source: Flugblatt: Tract Appel à la paix (Archives MIR)



■ Le combat de Leonhard Ragaz, rédacteur en chef de la revue «Nouveaux Chemins» («Neue Wege») contre la censure et pour la liberté et la démocratie

Au cours de la deuxième guerre mondiale, la revue «Nouveaux Chemins», organe du Mouvement des socialistes religieux, fut confrontée après plusieurs avertissements à la censure préliminaire. L'état-major chargé de la censure justifiait la mesure en invoquant «l'attitude globale de la revue et de son rédacteur», contrevenant prétendument à la neutralité. Ce rédacteur avait mis en garde dès les années 1920 contre le fascisme et la national-socialisme. L. Ragaz recourut contre la mesure infligée à la revue.

Le recours ayant été rejeté, il interrompit la parution de la revue «Nouveaux Chemins» et passa dans la



clandestinité avec son projet. Il écrit et réunit tous les jours des textes, les imprime (sans couverture, ni date) en tant que «Documents privés» et les fait parvenir aux abonnés sous pli. Les cahiers parus dans la clandestinité sont un document historique de premier plan et témoignent de la force mentale de Ragaz en résistance contre l'esprit néfaste de son temps.

Dans son texte «Encore une bataille pour la Suisse», Leonhard Ragaz publie sa correspondance avec l'état-major en tant que rédacteur en chef de la revue «Nouveaux Chemins». Il conclut ainsi:

- «Je pense (...) que la procédure contre les «Nouveaux Chemins» et la lutte de la revue contre cette procédure a une signification générale, qui jette une lumière crue sur la situation en Suisse.

La procédure a révélé les points suivants:

- La liberté d'expression politique, fixée en tant que liberté de parole dans la Constitution helvétique, n'existe plus en Suisse (...).

- En Suisse, pays qui fixe expressément dans sa Constitution la liberté de religion et de conscience, il est dorénavant interdit de proclamer les vérités fondamentales du christianisme comme la foi dans la justice et le jugement pour les nations.

- Il est dorénavant interdit en Suisse de prendre parti pour la victoire de la démocratie, il faut par contre être «neutre» dans la lutte entre la démocratie et la dictature et, ce faisant, renier l'essence même de la Suisse.

- Il est dorénavant interdit en Suisse d'avoir une opinion propre en matière politique (et donc aussi en d'autres matières qui y sont liées), il faut par contre s'aligner sur l'opinion de l'État et de ses organes.

- Avec les discours pleins d'invocations de Dieu qui sont devenus à la mode, ni la conscience (qui est toujours individuelle), ni même Dieu ne sont plus reconnus comme instances suprêmes (...).

- Il est dorénavant interdit en Suisse de défendre les personnes persécutées ou maltraitées à cause du droit, de la liberté ou de l'humanité.

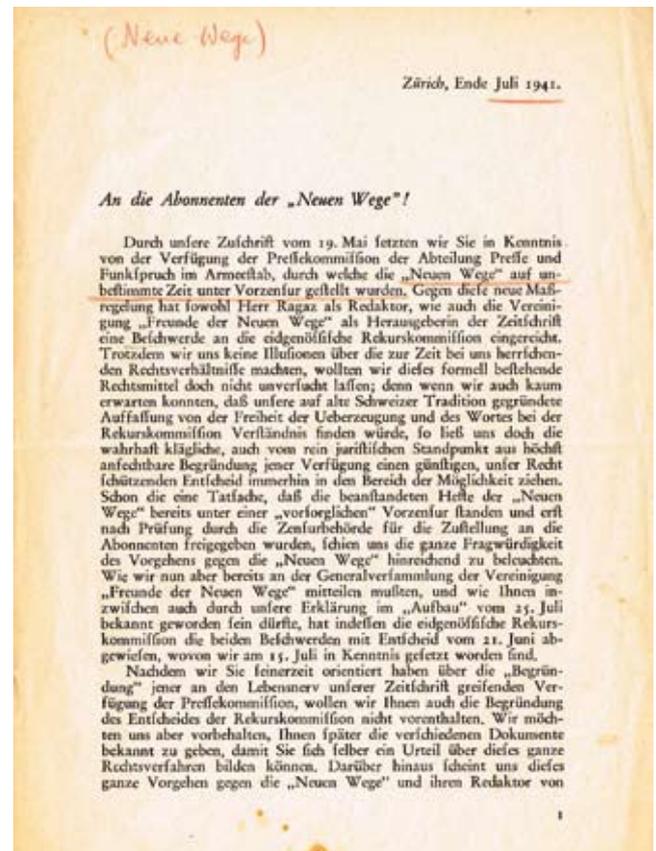
- En Suisse, seuls les militaires ont la possibilité de parler librement (...).

- En Suisse, particulièrement dans le domaine des principes de liberté fondamentaux, il n'y a plus de droit, nommément pour des opposants au système politique, il n'y a plus qu'un pouvoir arbitraire - qui peut toutefois battre en retraite lorsque la pression vient de l'extérieur.

- En Suisse, si l'on en croit ce système, il ne doit plus y avoir d'hommes debout, avec une tête pensante et un cœur, mais seulement des perroquets répétant la devise officielle (...)

Parpan, 1er août 1941»

Source:
Ragaz, Leonhard: *Noch ein Kampf um die Schweiz, Zürich 1941, S. 62-64 (Archives MIR).*



Aux abonnés des Nouveaux Chemins 7/1941 (Archives MIR)

■ Tu ne tueras pas!

Tract Appel à la paix (1943)

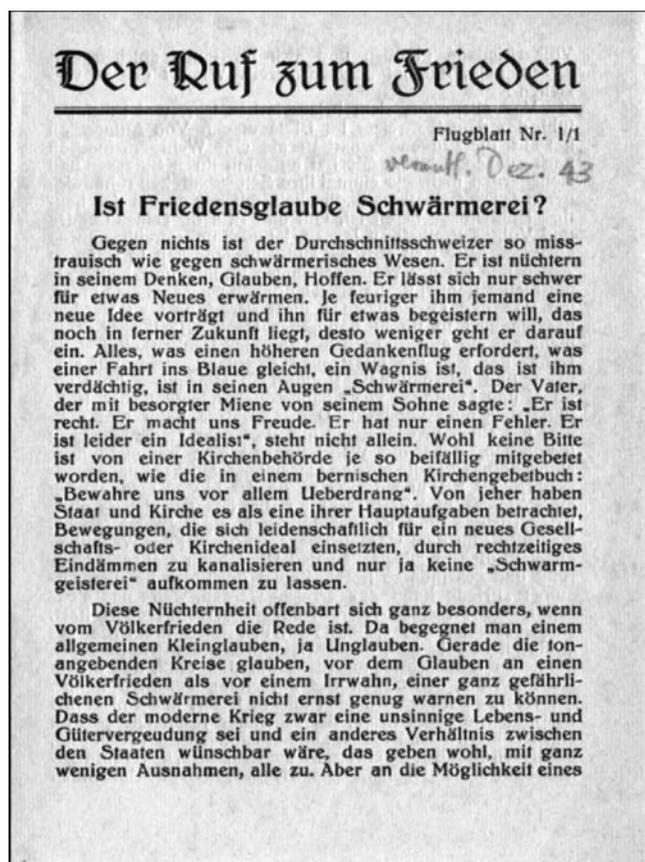
Dans un écrit de fin 1943, Karl von Greyerz (1870-1949) se demande si, au vu de la situation politique en Europe, la foi en la paix n'est au fond qu'un espoir irréaliste, une pure fantaisie, puisque l'espoir d'une fin de la guerre est très mince. La réponse de l'auteur est un non clair et net. Il plaide pour la foi en la paix:

«(...) Au vu de l'enfer qui nous entoure, n'entrevoions-nous pas que le commandement Tu ne tueras pas n'est pas seulement destiné à l'individu, mais au peuple, à la population mondiale ? Que ce Dieu, de qui nous vient ce commandement, ne permettra pas qu'on se moque de lui ? Croyons-nous qu'il laissera l'humanité récolter ce qu'elle a semé ? Réalisons-nous enfin que la foi en une paix entre les peuples n'a rien de fantaisiste, mais que cette foi est une simple reconnaissance d'un des ordres divins les plus élémentaires ? Ne sommes-nous pas appelés à respecter le corps et la vie, les nôtres comme ceux de nos semblables, parce qu'ils ont été créés à l'image de Dieu ? Au lieu d'un terrain de jeu pour carnassiers humains, d'une fabrique d'armes et d'un champ de bataille, n'avons-nous pas à faire de notre planète un lieu de vie et de travail ? Où chaque être humain et chaque peuple doivent pouvoir devenir heureux ? Où tous apprennent à se lier

en une famille de peuple ? Où selon la prophétie les armes ont été transformées en socs de charrue et en serpettes?

Ce n'est donc pas la foi en la paix entre les peuples, la rupture d'avec l'infâme système guerrier qui est irresponsable, mais bien son contraire, la pérennisation sceptique, de plus en plus inhumaine de ce même système.»

Source: Karl von Greyerz: *Der Ruf zum Frieden* (1943) (Archives IFOR).



Source: Karl von Greyerz: *Appel à la paix* (probablement 1943) (Archives MIR).

Le Mouvement de la réconciliation en Suisse alémanique (après 1945)

En dépit l'accord avec la direction du MIR international (de ne pas créer de branche suisse) et du rejet du Quakerisme par Leonhard Ragaz (1868-1945), un groupe d'«amis des amis» s'était formé autour d'un groupe de Quakers existant en Suisse alémanique. Le groupe allait devenir le noyau d'un groupe MIR autour du pasteur Otto Lauterburg à Saanen, dans l'Oberland bernois.

Friedrich Siegmund-Schultze, membre de la direction du MIR (au niveau international), qui avait émigré à Zurich à cause de la persécution nazie, était proche

de ce groupe et lui envoyait de nombreux émigrés allemands pour y adhérer. Otto Schäfer de Balsthal en était le président jusqu'à sa mort, en décembre 1961.

Comme la politique d'immigration de la Confédération helvétique avait mis à mal le MIR, celui-ci, diminua après la deuxième guerre mondiale au point de ne compter plus qu'un petit nombre de personnes, des chrétiens de diverses confessions et des juifs. Avec l'expulsion en Allemagne de l'émigré Siegmund-Schultze ce groupe MIR perdit le contact direct avec la direction du MIR international. Il s'allia alors avec le Conseil suisse pour la paix et participa à ses activités.

■ Rencontre internationale du MIR près de Genève.

Une rencontre internationale eut lieu au Château de Bossey, du 18 au 24 juillet 1947. Elle avait pour titre «La détresse intérieure de l'Europe» et discuta des possibilités de venir à bout des hostilités dues aux années de guerre. Ce fut l'occasion de tenir l'assemblée générale du MIR suisse.

Y participèrent de nombreux Suisses ainsi que des délégués de divers pays d'Europe et des USA. Cette présence internationale devait être un signal contre l'hostilité et la méfiance réciproques qui s'étaient installées au cours des années de guerre.

Extrait d'un rapport du 29 août 1947 sur cette rencontre: «Un exposé sur la détresse due à la guerre et la manière d'y remédier de Rodolfo Olgiati fit grande impression. Celui-ci dirigeait le Service d'aide suisse aux pays où avait sévi la guerre. Il dirigeait aussi l'Aide à l'Espagne. Kaspar Mayr/Vienne (Autriche), Percy Bartlett/Londres, Jan Kuzera/Prague et Theodor Walser/USA professèrent l'idée du christianisme - qui relie hommes et peuples - et son exigence de justice et d'amour, sans lesquels toute tentative de réconciliation est vouée à l'échec.»

Citation: Archives MIR

■ Lors de l'assemblée générale, il fut communiqué qu'à Vienne le MIR participait très activement à l'alimentation de vieilles personnes et de malades, et, conjointement avec les Quakers, avait ouvert deux orphelinats dans lesquels on offrait soins et éducation à des orphelins traumatisés par la guerre et recueillis dans les camps de réfugiés. On apprit aussi qu'en Allemagne le MIR prenait soin d'enfants vivant dans les bunkers.

Source: Kober, Willi: *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981*, p. 22-24.



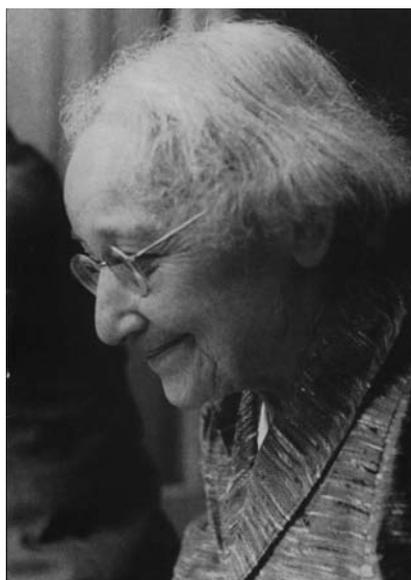
■ Sprint final dans la course aux armements ou nouveau départ grâce au désarmement commun? (1960)

Le texte publié par Elisabeth Rotten (1882-1964) en 1960 a pour objet le désarmement. Elle y remarque qu'au cours de la dernière décennie les puissances occidentales n'ont pas fait grand chose dans cette direction.

Citant le livre du lauréat du Prix Nobel de la paix Philip Noel-Baker (1889-1982), «The Arms Race» (la course aux armements), paru en 1958, Elisabeth Rotten démontre l'absurdité de la course aux armements et démonte l'argument en faveur d'un nouveau réarmement militaire.

Elle écrit: «(...) sans ménagement, sans la moindre sentimentalité, avec pourtant une profonde retenue et pudeur, le livre (de Noel-Baker) découvre la nature des outils de destruction modernes contre l'humanité, que seul un abus de langage peut oser appeler «armes» pour la «protection». Et, seuls l'euphémisme et la légende ont pu rendre acceptables aux peuples ces armes, dont les bombes atomiques ne sont ni les plus horribles, ni les plus cruellement inhumaines.»

Source: Rotten, Elisabeth: *Todeslauf durch Wettrüsten oder neuer Start durch gemeinsame Abrüstung?*, Zürich 1960 (Archives MIR).



Elisabeth Rotten
1882-1964

Source:
Archives MIR

La branche romande du Mouvement International de la Réconciliation (MIR)

Parmi les personnes qui ont soutenu la branche romande du MIR citons les secrétaires francophones du MIR - le pasteur Jean Lasserre (1908-1983) dès 1961 et plus tard le pasteur René Cruse (1922-). Le premier était particulièrement actif parmi la jeunesse de l'Église, mais aussi parmi la jeunesse révoltée en 1968. Influencés par son livre «La guerre et l'Évangile» publié

en 1953, plusieurs jeunes hommes refusèrent de faire le service militaire pour des motifs de conscience et participèrent aux activités du MIR.

De son côté, le pasteur protestant et secrétaire du MIR Europe André Trocmé (1901-1971) diffusait les idées et convictions du MIR à partir du centre non-violent, le «Moulin de la Paix», à Versailles où il a été largement soutenu par le MIR. Après la résiliation du bail de location et la fermeture du centre, il fut appelé comme pasteur dans la paroisse de St. Gervais à Genève d'où il poursuivit son engagement pour le MIR.

Un nouveau champ d'action s'ouvrit au MIR lorsqu'on comprit l'étroite relation entre la lutte pour la paix et la justice: le service pour le développement dans le Tiers-Monde. On proposa alors aux objecteurs de conscience de faire un service de paix au profit de la population indigente. C'est ainsi que le MIR, les Quakers, les Mennonites et les objecteurs de conscience fondèrent ensemble le service de paix «Eirene», un service d'aide dans le Tiers-Monde.

Le secrétaire de la branche suisse d'«Eirene» était le pasteur et président du MIR romand Willy Béguin, qui s'engagea beaucoup au Maroc. En Romandie il y eut deux comités de parrainage: «St. Gervais-Philippeville» sous la direction du pasteur A. Trocmé et «Chetaibi-District d'Aigle» au Sépey, sous le parrainage du pasteur Michel Grenier.

Les secrétaires du MIR pour les pays catholiques romains, Jean et Hildegard Goss-Mayr, donnaient des conférences et des cours de défense nonviolente en Romandie et en Suisse alémanique. À partir de 1962 ils passèrent une partie de l'année en Amérique du Sud pour y faire circuler les idées et convictions du MIR et encourager à la révolution nonviolente les travailleurs de la terre, les ouvriers de l'industrie et les aides paroissiaux. Grâce à leur influence, un réseau international reliant les groupes nonviolents nationaux apparut en Amérique du Sud. À Buenos Aires ils ouvrirent leur secrétariat dans le bureau de Servicio Paz y Justicia en America Latina-Orientacion no-violenta.

Kathrin Jennings-Braun apprit à connaître sur place cette association pour l'humanité, la justice et la paix et lança en 1973 - de concert avec le MIR suisse alémanique - le soutien financier pour les activités de Servicio.

En 1968 le MIR romand ouvrit un secrétariat qu'on appela «Centre Martin Luther King» en souvenir du meneur nonviolent du mouvement pour les droits civiques des noirs aux USA, assassiné la même année. Ce centre fut dirigé par le pasteur Michel Grenier et soutenu financièrement par la plupart des mouvements nonviolents locaux de Romandie. C'est surtout grâce à sa riche bibliothèque que le «Centre M. L. King» devint un centre d'éducation pacifiste et de formation pour les animateurs de groupes de défense et de résistance nonviolentes.

Entre 1960 et 1970 le MIR romand participa également à de nombreuses actions de protestation et manifestations: contre le colonialisme portugais, contre le chantage de Franco à Burgos, contre la guerre au Vietnam, contre les exportations d'armements et contre la prolifération des centrales nucléaires, enfin pour le soutien des mouvements nonviolents en Amérique Latine et en Suisse.

En 1974 un comité de soutien entra en fonction en rapport avec les votations fédérales sur la création du service civil. Après un refus net de la proposition de loi, le comité et certains membres du MIR romand participèrent activement à la suite des actions. Ils réussirent à lancer en automne 1977 une nouvelle initiative pour un «Service civil sur la base de preuves». Deux années plus tard le nombre de signatures était réuni et l'initiative put être déposée à la chancellerie fédérale. Mais cette proposition fut, elle aussi, rejetée par le peuple suisse en 1984. La création d'un service civil n'aboutit finalement qu'en 1992, lorsque s'opéra un changement d'esprit des citoyens suisses à la suite de la chute du Mur de Berlin (1989) et du changement de la situation politique en Europe.

Le MIR romand comme le MIR international soutinrent en 1975 l'appel de l'assemblée plénière du Conseil Œcuménique des Églises dans lequel l'Église fut appelée à défendre résolument l'idée de vivre sans la protection des armes et de lancer une initiative pour obtenir un désarmement tangible. En 1979 des membres du MIR suisse alémanique rassemblèrent des chrétiens de toutes les nations avec la devise «Nous voulons vivre sans armes» et se présentèrent devant les autorités et leurs concitoyens avec cette profession de foi.

Source:

Kobe, Willi: Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981, p. 15-18.

L'Alliance de paix des Eglises/ La Réconciliation KFB/LR

Le 12 juin 1965 l'Alliance de paix des Eglises et la branche suisse du MIR fusionnèrent en Kirchlicher Friedensbund/La Réconciliation (KFB/LR). À la même époque la relation avec le MIR Allemagne s'intensifia. C'est ainsi que le secrétaire itinérant du MIR Allemagne, Heinz Kloppenburg, visita régulièrement la Suisse au cours de tournées de conférences organisées par le KFB/LR. Il parla des activités internationales du MIR et partagea ses impressions et expériences acquises au cours de ses voyages. Hildegard Goss-Mayr, elle, parla des changements sociaux en Amérique Latine et de la lutte pour la justice et la dignité humaine. En même temps, les auditeurs furent introduits dans les méthodes de la défense nonviolente.



Willi Kobe
1899-1995

Cette même année, en réaction à la guerre du Vietnam, un groupe de pasteurs du KFB lança un appel aux collègues de toutes les Églises et paroisses suisses les invitant à suivre le Committee of Conscience on Vietnam (Comité de Conscience sur le Vietnam). Ce comité ramassait, dans le monde entier, des signatures de pasteurs et de prêtres pour appeler les belligérants au Vietnam à aboutir rapidement à une paix juste. L'appel du Committee parut en annonce grand format dans le quotidien américain New York Times.

Le 13 décembre 1965, un appel fut envoyé au Conseil fédéral suisse de la part du Kirchlicher Friedensbund/La Réconciliation. Il demandait que le Conseil, par l'intermédiaire de son Département politique, propose aux belligérants ses bons services pour des négociations de paix. Le Conseil répondit qu'une telle initiative ne serait envisageable que si elle avait des chances d'aboutir. La requête adressée aux deux chambres fédérales fut tout aussi infructueuse. La pétition envoyée à l'ambassade américaine à Berne, le 13 août



Couverture du livre «Défense civile. Une alternative à la défense militaire de la Suisse»



1966, qui priait instamment le gouvernement américain de retirer ses troupes du Vietnam et d'entamer des négociations de paix, connut le même sort.

Le KFB/LR soutint également l'appel du Conseil Œcuménique des Églises de février 1970 qui demandait à ses Églises membres de prier instamment leur gouvernement de pousser les USA à faire sans tarder un geste de paix.

Le KFB/LR s'engagea pour l'objection de conscience au service militaire et chercha à coopérer dans ce domaine avec le groupe suisse de Pax Christi et la Fédération des Églises protestantes de Suisse, organisa des week-ends de cours sur le service civil et participa à diverses actions (par exemple l'action contre les excès du consumérisme autour de Noël).

Après une rencontre avec le professeur Theodor Ebert lors d'une assemblée du MIR Allemagne, près de Kassel, un groupe de travail du KFB/LR, dirigé par Willi Kobe, développa un modèle de défense civile pour la Suisse. Celui-ci était en quelque sorte le pendant du modèle de l'armée et de la défense suisses.

Source: *Kobe, Willi: Die Geschichte des IFOR in der Schweiz: der Schweizerische Versöhnungsbund (IFOR), Schweizerischer Versöhnungsbund 1981, p. 24-28.*

Résistance nonviolente contre le nucléaire civil (les centrales nucléaires) 1975 -1980



IFOR-MIR Suisse s'engage pour une justice durable avec les moyens de la nonviolence active.

Depuis les années 1970 IFOR-MIR Suisse participe à des actions nonviolentes et offre des formations à la nonviolence.

L'affirmation selon laquelle la source l'énergie nucléaire est propre, bon marché, inépuisable et sûre est (re)mise en question.

Actions aux Sources IFOR-MIR Suisse a participé dès 1975: occupation et blocus de sites à Kaiseraugst et Gösgen, marches de Pentecôte, grève de la faim après l'accident de la centrale nucléaire à Harrisburg, USA (1980).

Soyons actifs aujourd'hui, pour ne pas être radioactifs demain!

Les objecteurs peuvent rêver... Du canular à l'acquiescement

Début décembre 1985, une lettre envoyée à toutes les communes de Suisse suscitait quelque émoi dans certains offices. Portant en-tête de la chancellerie fédérale, signée Furgler, elle indiquait qu'un service volontaire avait été créé et entrerait en vigueur le 1er janvier 1986. Pour résoudre ainsi le problème de l'objection de conscience, les communes étaient invitées à désigner sans tarder un délégué au service volontaire. Il s'agissait d'un canular monté par un groupe d'objecteurs rassemblés sous l'appellation « On peut rêver... », appellation figurant d'ailleurs, en tout petit, au bas de la circulaire. Les treize auteurs de ce canular comparaissent hier devant le Tribunal de district de Berne. Ils ont tous été acquittés.

compliments et haute considération, en demandant qu'on lui fasse tenir une traduction... en anglais ou en français.

Pour Me Jean-Pierre Garbade, qui défendait en bloc les treize accusés, l'insécurité juridique n'est pas punissable. Opinion finalement partagée par le juge, pour qui l'usurpation de fonction définie par le Code pénal ne s'applique qu'à une fonction administrative ou exécutive. Or le gag se situait au niveau législatif. Et puis, à bien y regarder, il n'y avait pas de confusion possible et tout fonctionnaire un tant soit peu averti aurait pu déceler la supercherie. L'humour est donc sauf. L'Etat en étant, lui, pour ses frais (656 francs) et pour les dépenses allouées à chacun des accusés (356 francs).

BERNE
MICHEL PERRIN

Bien que cette action ait provoqué souvent une franche hilarité, le ministère public de la Confédération ne l'a en effet pas entendue de cette oreille. Une procédure judiciaire a été engagée à son initiative, pour « usurpation de fonction ». Condamnés, dans un premier temps, à 250 francs d'amende chacun, les accusés ont fait opposition. D'où l'audience d'hier, d'un sérieux que renforçait encore la lourdeur de la procédure bernoise.

Chacun a dit pourquoi il avait participé à cette action. Il s'agissait, pour l'essentiel, de dénoncer la situation « scandaleuse » faite en Suisse aux objecteurs, d'attirer aussi l'attention sur le fait que les solutions envisagées officiellement après le rejet de l'initiative pour un véritable service civil ne sont « pas satisfaisantes ». Pour les accusés, le statut des objecteurs, leur condamnation ne sont pas admissibles dans un pays qui se targue de respecter les droits de l'homme.

En anglais s.v.p.
Personne n'a eu l'intention de tromper délibérément les autorités ou d'usurper quelque fonction que ce soit.



6 LEUTE FÜR 14 TAGE
IM HUNGERSTREIK
NEHMEN WIR DIE WARNUNG VOM
AKW-UNFALL IN HARRISBURG ERN...
STILLEGUNG ALLER
ATOMANLAGEN

Source: Archives MIR

... contre la course aux armements, les exportations d'armes, le militarisme

Tapis humain lors du salon de la défense à Winterthur en 1981



Source: Archives MIR

Dans le contexte des manifestations de paix contre la course aux armements au cours de la crise des euro-missiles, les formateurs du MIR Suisse ont participé à l'action «tapis humain» qui - une semaine durant - a occupé l'entrée du salon international de la défense à Winterthur en 1981 et au «cimetière militaire vivant» contre la grande parade militaire à Frauenfeld en 1982, ainsi qu'à la longue «chaîne humaine» à Berne (30'000 personnes).

Cimetière militaire lors de la grande parade militaire à Frauenfeld en 1982



Source: Archives MIR

Environ 300 personnes, vêtues de blanc, sont couchées - en rangs, les bras écartés - comme autant de croix vivantes. En passant 100'000 badauds les regardaient chanter la chanson «la mort chevauche un cheval noir».

La résistance nonviolente accepte de subir la violence, plutôt que d'y recourir.

La résistance active contre la construction du camp militaire Neuchlen-Anschwilen réussit à repousser les travaux entre 1990-1991. Le MIR Suisse est présent et forme les participants à la résistance nonviolente.

La protestation et la désobéissance civile sont des moyens de résistance nonviolente importants

1963-1967 Le Mouvement des socialistes religieux et IFOR-MIR Suisse organisent les premières marches de Pâques contre l'armement atomique de la Suisse. Willi Kobe en a été un des organisateurs principaux.



Source: Archives MIR

«La Suisse n'a pas une armée, elle est une armée».

La remise en question du service militaire et de la course aux armements est taxée de naïveté et d'inexpérience, sinon considérée comme trahison et punie comme telle.

Le MIR Suisse publie en 1976 une étude du Conseil suisse pour la paix: « La défense civile en Suisse». Le MIR Suisse s'oppose aux exportations d'armements et à la course aux armements.

En 1989 le MIR Suisse prend position en faveur de l'initiative du GSsA (Groupe pour une Suisse sans Armée) pour une abolition de l'armée.





Noël 1985:

Une action originale crée un décret portant sur le service civil intitulé: «Il est permis de rêver».

Ce décret fictif est envoyé à toutes les administrations communales. Au cours du procès en justice qui suit les auteurs sont acquittés.



Engagement pour le service civil

Une toute première campagne pour un service civil pour objecteurs de conscience avait été lancée en 1921 par le WILPF.

Au début des années 80 le MIR Suisse s'engage pour un service civil (Initiative populaire fédérale «Pour un authentique service civil basé sur la preuve par l'acte», 1984)

4-5 juin 1983: En guise de coup d'envoi de la campagne pour cette votation, une course de relais de la paix est de Flüeli-Ranft à Berne transportant un message de paix de «Frère Nicolas» de Flüe.

10-26 février 1984: Un petit groupe se lance dans un marathon de 750 kms à travers la Suisse (soit 1 km par objecteur de conscience incarcéré).

Noël 1985: Une action originale crée un décret portant sur le service civil intitulé: «Il est permis de rêver». Ce décret fictif est envoyé à toutes les administrations communales. Au cours du procès en justice qui suit les auteurs sont acquittés.

... als eines der letzten Länder Europas führt die Schweiz den Zivildienst 1996 ein ...

Sierre, Noble Contrée, val d'Anniviers

Du 10 au 26 février pour un authentique service civil Münchenstein-Berne ou 745 km à pied!

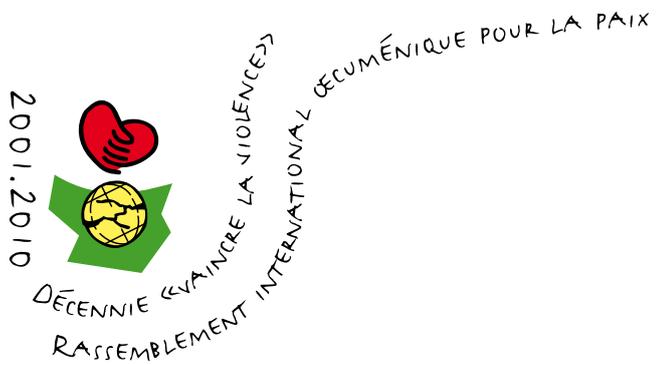


SIERRE (am). – Ils étaient cinq à quitter Münchenstein le 10 février dernier. A pied, ils entendent parcourir 745 km et regagner Berne le 26 de ce mois. Quittant Tourne-magne de bonne heure hier matin, le groupe arrivait dans la cité du soleil peu avant midi (notre photo). Le but de ces marcheurs: rendre la population attentive au long chemin déjà parcouru pour l'introduction d'un service civil en Suisse. Discuter avec les gens et tenter de contrer l'image du civiliste-filustier. A chaque étape (les marcheurs parcourent quelque 44 km quotidiennement), un stand d'information est dressé. Cette animation est accompagnée d'une distribution de bouillon et le groupe effectue une petite visite aux administrations communales des villes-étapes. Un livre est ainsi mis en circulation, dans lequel les municipalités ont le loisir d'inscrire leurs désirs ou idées éventuelles pour un chantier du service civil, pour des travaux pouvant être effectués par des objecteurs.

Hier soir, les marcheurs bouillaient le douzième jour de leur périple dans la capitale. Et aujourd'hui, ils couvriront quelque 49 km pour gagner Monthey-Collobey. L'étape suivante comprendra Collobey-Oron avec un arrêt à Monthey et Vevey; le quatorzième jour, le groupe atteindra Yverdon, en passant par Moudon; puis, le lendemain, Payerne-Fribourg et le seizième jour les verra rejoindre Berne où un accueil spécial les attendra!

Source: Archives MIR





Décennie «Vaincre de la violence»

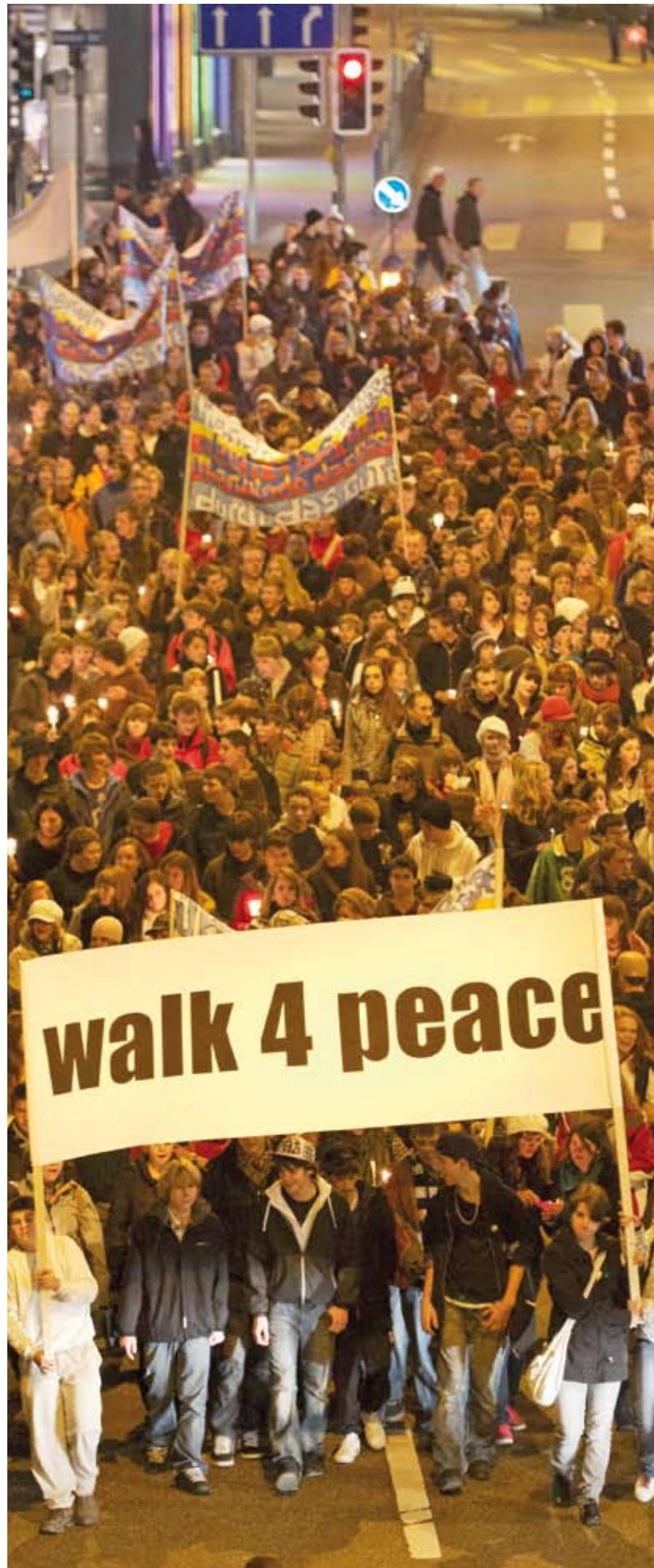
En parallèle à la «Décennie internationale de la promotion d'une culture de la nonviolence et de la paix au profit des enfants du monde» de l'ONU, le Conseil Œcuménique des Églises à Genève décrète une décennie internationale «Vaincre la violence» de 2001 à 2010.



Dans ce cadre les Commissions de la Décennie des Églises protestantes des cantons de St. Gall et Zurich demandent à IFOR-MIR Suisse de lancer la décennie dans les paroisses.



Dans le canton de Zurich une semaine annuelle de paix est organisée avec des manifestations dans une douzaine de paroisses. Jusqu'à ce jour, des centaines de catéchumènes participent à la marche de la paix chaque automne.



Formation à la nonviolence au quotidien

Nonviolence veut dire que les conflits sont considérés comme une chance - celle-ci consiste à chercher des solutions dans lesquelles il n'y a pas de perdants.

Les ateliers de nonviolence au quotidien proposent les thèmes suivants : intervention dans des situations violentes, culture du dialogue, communication nonviolente et résolution nonviolente de conflits, gestion des sentiments, augmentation de l'estime de soi, réconciliation.

Un groupe d'animateurs est chargé des formations dans des écoles, des paroisses, des groupes de citoyens, etc.

On ne naît pas nonviolent, mais on peut apprendre la nonviolence.

■ Programme Œcuménique de Paix Suisse (SöF)
Grâce à son expérience, IFOR-MIR Suisse participe à l'élaboration et à la tenue de ce cours de formation à la paix.

Le cours de quatre semaines sur une année comprend les thèmes suivants:

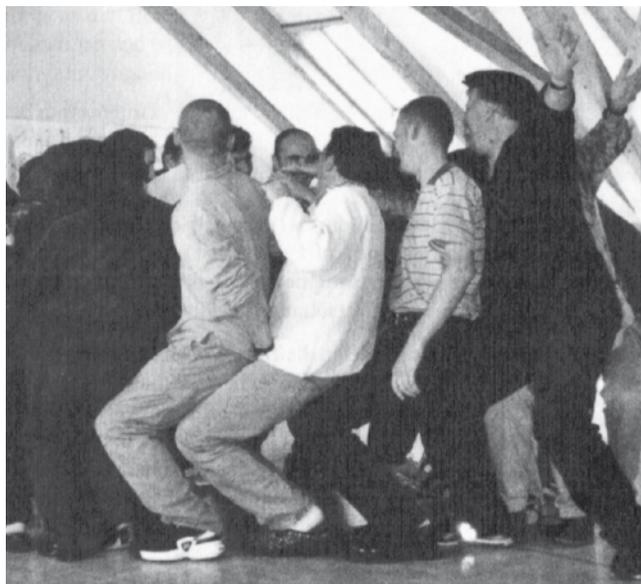
1. Gestion nonviolente de conflits et de situations de violence
2. Résistance nonviolente dans les conflits de société
3. Gestion des différences ethniques et culturelles
4. Médiation.

Les participant(e)s réalisent des projets concrets.

Exemples :

- formation de «faiseurs de paix» (peace-maker) à l'école
- ateliers pour femmes immigrées
- journée de rencontre judéo-chrétienne
- concept d'une ville de paix.

Source: Archives MIR



Formation, solidarité, partenariat des exemples

■ Sri Lanka (nord de l'île)
Nonviolent Direct Action Group (NVDAG)
1979

Secours aux familles de réfugiés, projets d'entraide, scolarisation, consultation de nourrissons, élevages de volailles, formation d'artisanat et d'horticulture pour jeunes.

■ Argentine
Servicio Paz y Justicia (SERPAJ) 1974
Le réseau nonviolent «Service pour la paix et la justice» se forme en 1974, au moment de la dictature militaire. Le coordinateur Adolfo Perez Esquivel s'oppose à la répression par la résistance nonviolente et par la documentation des violations des droits humains. Un groupe de soutien du MIR Suisse soutient ces actions.

■ Panama
SERPAJ-Panama 1987
Soutien des peuples indigènes dans la lutte pour leurs droits et leur terre.

■ Madagascar
2000
Formation à la médiation et à la communication nonviolente. En collaboration avec le MIR Romand.

■ Burundi
2000
Formation à la nonviolence active, à la communication non violente et à la réconciliation au Grand Séminaire de Gitega. En collaboration avec le MIR Romand.

Avec l'archevêque Simon Ntamwana





Chiliens lors de la grève de la faim (1985).

Principes PBI:

- 1 Nonviolence**
- 2 Présence internationale**
- 3 Impartialité - PBI s'engage pour la justice et la paix.**
- 4 Présence protectrice auprès de personnes menacées - ceci représente un soutien à leur lutte pour leurs droits.**
- 5 Service au profit des parties en conflit - uniquement à leur demande et en leur nom.**

L'idée d'une intervention nonviolente dans les zones de conflits remonte à Gandhi. En Inde, en 1957, son successeur Vinoba Bhave met sur pied une armée de paix (Shanti Sena) de centaines de volontaires formés en Inde. La brigade internationale, World Peace Brigades for Non-violent Action, fondée en 1962 à Beyrouth, organise une marche de paix pour soutenir

le mouvement d'indépendance en Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie), fait une marche de l'amitié Delhi-Pékin lors de la situation tendue aux frontières de l'Inde et de la Chine et coopère avec les forces de l'ONU lors du déplacement des réfugiés turcs lors de la crise à Chypre (1972). Faute de ressources ce projet est abandonné.



Ateliers avec des réfugiés en Suisse

■ Soutien de Chiliens en grève de la faim pendant deux semaines dans une église zurichoise (1985) et d'un jeûne de requérants d'asile kurdes à Flüeli-Ranft (1990/91).

■ 2 semaines de formation avec des Albanais du Kosovo en vue de leur retour (2000).

■ Au cours d'un séminaire de 2 jours des réfugiés tamouls et des Suisses cherchent ensemble comment répondre à des agressions xénophobes (1985).

■ Cycles de formations avec des réfugiés somaliens:

- Pour jeunes: gestion de la violence et des conflits (1999).
- Pour anciens: peace-building (construction de la paix) en Somalie (2003)
- Pour femmes et jeunes: médiation (2004).
- Pour formateurs: formation à l'animation de groupes régionaux (2006).

Ceux-ci organisent par la suite des ateliers pour leurs compatriotes sur les thèmes suivants: solution nonviolente de conflits, gestion des différences culturelles et des préjugés ethniques et construction de la paix en Somalie (les régions: St. Gall, Bâle, Zurich, Aarau).

Accompagnement de défenseurs des droits humains

■ Colombie

Communauté de paix de San José de Apartado
Accompagnement de paysans qui refusent sur leurs terres la présence des soldats de l'armée, des paramilitaires et de la guérilla FARC. La présence de personnes non-armées et les visites de membres du MIR de divers pays les protègent.

Des volontaires non armés accompagnent les défenseurs menacés.

- PBI depuis 1981
- Christian Peacemaker Teams (CPT) depuis 1988
- EAPPI depuis 2002
- Peace Watch depuis 2003
- Nonviolent Peace Force depuis 2002

Sensibilisation dans les paroisses

Le MIR romand propose des informations, des échanges et des séminaires autour de thèmes tels que la réconciliation, la nonviolence et le comportement lors de conflits (à partir de 1980).

Le MIR alémanique propose avec l'Église Réformée du canton de Zurich un cycle de formation jusqu'en 2013: Oser les conflits – dans la nonviolence.



Ueli Wildberger lors d'un atelier avec des Somaliens.
Source: Archives MIR

Passé récent et perspectives d'avenir

En 2011 le Forum pour l'éducation à la paix (MIR Suisse alémanique) et le MIR romand fusionnent et s'appellent dorénavant IFOR-MIR Suisse. Le bulletin trimestriel change de nom et devient Nonviolenz-MIRoïr, il sera bilingue.

En 2012 dans le Village de paix de Broc, en Gruyère, un premier colloque d'Éducation à la paix est organisé. Les organisations suivantes y participent:

- Village de la paix
- Centre pour l'action non-violente (CENAC)
- IFOR-MIR CH, branche suisse du Mouvement International de la Réconciliation
- Conseil suisse pour la paix
- Go for peace
- ASEPaix, Association suisse des éducateurs à la paix
- Service Civil International SCI.

De cette rencontre naît le Réseau Suisse d'Éducation à la paix.



En 2013 la Marche de Pâques en Suisse fête ses 50 ans! Il s'agit toujours de marcher pour une paix juste, contre la course aux armements et contre le trafic des armes et, en somme, de marquer le coup.

En 2014: Cent ans pour la paix – C'est avec ce slogan que le mouvement célèbre son centenaire. Le MIR est un acteur ou plutôt un réseau parmi d'autres, comprenant de nombreux acteurs dans le monde entier qui s'engagent pour la nonviolence. Si les couleurs, les nuances et les différences sont nombreuses, une base leur est commune: la guerre n'est pas une solution et la course aux armements tue même sans qu'il y ait la guerre (D. Sölle). La paix juste sera construite et maintenue grâce à l'action nonviolente.

Le MIR Suisse participe chaque année à la journée d'action internationale contre les dépenses militaires en avril, à la journée internationale de la paix le 21 septembre et à la journée internationale de la nonviolence le 2 octobre.

Le mouvement de paix a une histoire de cent ans et pourtant l'ancien mythe de la violence rédemptrice se perpétue. Les nations misent toujours sur la force militaire comme garante de sécurité. Et ceci, malgré les expériences du vingtième siècle qui sont claires : non seulement la guerre a failli de bout en bout, mais elle a semé destructions, injustices, souffrances et menaces durables. Ces dernières portent aussi bien sur la sécurité écologique que sur la sécurité sociale et politique.



Panneaux et dessins de l'atelier de paix paroisse de Winterthur Wülflingen

Collaborateurs/Éditeurs 7. 2014:
Recherches, élaboration du concept et contenus des panneaux 1-5:
Benedikt Rikli
Contenus des panneaux 6-10: Ueli Wildberger, Jean-Denis Renaud,
Hansuli Gerber
Rédaction: Hansuli Gerber
Lectorat: Gret Grossmann, Pascal Veillon, Dorothee Reutenauer
Traduction: Dorothee Reutenauer
Graphisme: www.dendron.ch

C'est ici qu'on pense au mot de Friedrich Hacker - qui le premier a porté un jugement sur la violence du point de vue de la société - :

La violence est le problème dont elle prétend être la solution.

Et à ces 2 phrases:

L'avenir appartient à la nonviolence

de Stéphane Hessel (1917 – 2013),

La prochaine guerre sera plus terrible qu'aucune guerre ne l'a jamais été auparavant
de Bertha von Suttner (1843 – 1914).

Il y a de plus en plus d'hommes et de femmes qui se méfient autant de la guerre que de la politique qui mise sur la guerre. Les voix se font de plus en plus nombreuses qui disent haut et fort: il y a des alternatives. Le mouvement pacifiste existe et il grandit, mais sa force - la diversité - est aussi sa faiblesse - la dispersion. Pour des associations aussi bien établies que le MIR Suisse il y a urgence non seulement de fonctionner en réseau, mais aussi de coopérer de manière ciblée. Si l'utopie d'un monde sans armes ni guerre doit devenir réalité, alors ceux et celles qui croient à la nonviolence ou du moins refusent de croire à la violence doivent agir ensemble.

Projets envisagés

- Création d'une revue pacifiste Suisse, si possible en plusieurs langues nationales.
- Création d'un lieu où le pacifisme, le refus de la violence, la nonviolence et la paix sont documentés, montrés, racontés. La paix n'est pas quelque chose à mettre au musée et pourtant il faut la montrer.
- Lancement d'un travail d'aide à la guérison des traumatismes dus à la violence par des moyens créatifs, originaux, artistiques. La prévention de la violence ainsi que la nonviolence vont au-delà du seul rationnel, de même que la paix est au-dessus de l'entendement.

ifor-mir.ch





Les 5 résolutions de Gandhi

Je veux persister dans la vérité
Je ne veux m'incliner devant aucune injustice
Je veux être libéré de la peur
Je ne veux exercer aucune violence
Je veux voir le bien dans chaque personne